



LOURDES CONDAMNATIONS
PRONONCÉES PAR LA COUR D'ALGER
**12 ans de prison pour Saïd
Bouteflika, Ali Haddad
et Ahmed Mazouz** P.3



FORMATION AU PROFIT DE LA PRESSE
ÉLECTRONIQUE AU CIP D'ALGER
**Miser sur les sites
électroniques dans la lutte
contre la cyberguerre** P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 3 MAI 2023 // N°549 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LA PJ D'ORAN FAIT TOMBER LE RÉSEAU
MARSEILLE-ALICANTE-MAGHANIA

L'OPÉRATION «ECSTASY» TOURNE COURT

Lire en pages 3 et 4



Sur le papier, l'affaire était assurée, les bénéfices garantis et le circuit « imprenable ». Mais, dans les faits, il y a toujours une force de répression pour endiguer le mal. Dans le cas de l'affaire présente, la force répressive s'appelle la Police judiciaire de la wilaya d'Oran. C'est grâce à elle que le réseau criminel de fabrication de la drogue de synthèse « ecstasy » est tombé.

**Le président Tebboune
reçoit le président
du Conseil de la Choura
d'Arabie Saoudite** P.3



**Mila : le directeur des
services agricoles limogé** P.16

LUTTE CONTRE LES INCENDIES
DE FORÊT

**Les soldats du feu
en ordre de bataille** P.16



UN OFFICE POUR L'ACHAT
DE RÉCOLTES AUPRÈS
DES AGRICULTEURS

**L'oignon à 300 DA ne doit
plus se reproduire** P.6



**Revalorisation des pensions
et allocations de retraite
La FNTR salue les
décisions du président
de la République** P.4

AUGMENTATION DES PENSIONS DE RETRAITE :

**Plus de trois millions de personnes
concernées**

Lire en page 3





VOICI COMMENT L'ÉTAT SIONISTE A TUÉ CHEIKH KHADER ADNAN

Khader Adnan, âgé de 44 ans, est un ancien gréviste de la faim de longue durée qui a gagné sa liberté à plusieurs reprises grâce à de longs combats avec l'occupant derrière les barreaux. Le mardi 7 mars 2023, le tribunal militaire de l'occupant israélien devait tenir une audience dans son cas, mais elle a été reportée pour la quatrième fois au 4 avril, dans ce qui était une nouvelle tentative évidente de briser sa grève de la faim, au risque clairement assumé de la faire mourir.

Le prisonnier politique palestinien Khader Adnan, affilié au groupe résistant palestinien du Jihad islamique, est donc décédé dans une prison israélienne après près de trois mois de grève de la faim, ont annoncé les autorités pénitentiaires israéliennes.

Adnan « a refusé de subir des tests médicaux et de recevoir un traitement médical » et « a été retrouvé inconscient dans sa cellule » tôt dans la matinée de mardi, a déclaré l'administration pénitentiaire israélienne. Adnan a entamé sa



grève de la faim peu après son arrestation, le 5 février.

Il avait entamé une grève de la faim à plusieurs reprises après des arrestations antérieures, notamment une grève de 55 jours en 2015 pour protester contre son arrestation dans le cadre d'une détention dite administrative, dans laquelle les suspects sont détenus indéfiniment par Israël, sans inculpation ni jugement.

Israël détient actuellement plus de 1 000 détenus palestiniens sans inculpation ni jugement, soit le nombre le plus élevé depuis 2003, selon le groupe israélien de défense des droits de l'homme HaMoked.

« Khader Adnan a été

exécuté de sang-froid », a déclaré l'association de prisonniers WAED à Gaza à l'agence de presse Reuters en apprenant la mort de M. Adnan.

L'agence de presse palestinienne Wafa a rapporté qu'Adnan, âgé de 44 ans, originaire de la ville d'Arraba près de Jenin en Cisjordanie occupée, avait refusé de manger pendant 87 jours pour protester contre sa détention sans inculpation, selon l'Association des prisonniers palestiniens.

« C'est une chose très dangereuse qui s'est produite », a déclaré Mustafa Barghouti, ancien ministre palestinien de l'information et secrétaire général du parti politique Initiative nationale palestinienne.

L'« ELDORADO SAHARIEN » POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE L'ALGÉRIE

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a souligné lundi, à El-Oued, que "l'Etat mise sur le développement de l'agronomie saharienne dans le Sud pour la réalisation de la sécurité alimentaire".

"L'Etat mise, pour atteindre la sécurité alimentaire, sur le développement de l'agronomie saharienne dans les régions du sud du pays aux importantes potentialités contribuant à satisfaire les besoins du marché national en fruits et légumes", a affirmé le ministre lors de l'inspection d'un entrepôt de

céréales et légumes secs de la commune de Trifaoui en marge des festivités commémoratives officielles de la Journée internationale des travailleurs. L'on relève ainsi que la wilaya d'El-Oued dispose de trois points d'entreposage des céréales et légumes secs d'une capacité de stockage de 350.000 quintaux, dont le premier d'une capacité de 320.000 QX dans la commune de Trifaoui, le second de 5.000 QX dans la commune de Benguecha, daïra de Taleb Larbi, et le dernier dans la commune d'El-Oued offrant une capacité de stockage de 25.000 QX.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT : VERS L'ACQUISITION DE DRONES DE SURVEILLANCE

Prévenir vaut mieux que guérir. Avec le réchauffement climatique qui affecte la planète et un été qui s'annonce chaud pour cette année, les services de la Direction générale des forêts (DGF) se préparent à faire face aux éventuels feux de forêt durant la prochaine saison estivale et tablent sur l'acqui-

sition de drones de surveillance pour détecter rapidement les foyers d'incendie. Lors d'une intervention dans l'émission "L'Invité de la rédaction" de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, l'inspecteur principal de la DGF, Boumesouad Abdelghani, a affirmé que l'intégration de ces moyens

technologiques sera d'un appui important au dispositif traditionnel. "Si nous parvenons à acquérir ces drones de surveillance, cela sera très intéressant. Car, quel que soit le nombre de postes de surveillance, ils ne pourront pas couvrir l'ensemble des formations forestières", a-t-il souligné.

UN 1^{ER} MAI EN FRANCE : 540 INTERPELLATIONS ET 406 POLICIERS ET GENDARMES BLESSÉS

Un total de 540 personnes ont été interpellées en France, dont 305 à Paris, lors des manifestations du 1er-mai, a dit mardi le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, ajoutant que 406 policiers et gendarmes ont été blessés sur le territoire national.

Dans la capitale, 259 policiers et gendarmes ont été blessés, a précisé le ministre, interrogé sur BFMTV. "Il faut avoir les sanctions pénales les plus fermes contre ceux qui s'en prennent aux

forces de l'ordre", a-t-il ajouté, appelant à une "loi anti-casseurs".

En France, "61 manifestants ont été blessés, dont 32 à Paris", a ensuite ajouté Gérald Darmanin. Parmi les policiers et gendarmes blessés, "trois sont dans une situation extrêmement difficile, même si leur pronostic vital n'est pas engagé", a détaillé le ministre. Le policier ayant reçu un cocktail Molotov dans la manifestation parisienne "a été brûlé au visage, il est encore hospitalisé", a-t-il ajouté

ÉTATS-UNIS : SIX MORTS DANS UN IMMENSE CARAMBOLAGE PROVOQUÉ PAR UNE TEMPÊTE

Le drame s'est déroulé sur l'autoroute qui relie les grandes agglomérations de Saint-Louis et Chicago. Des voitures se sont percutées sur environ trois kilomètres. Une tempête de poussière a provoqué lundi 1er mai un immense caram-

bolage sur une autoroute de l'Illinois, dans le nord-est des États-Unis, faisant au moins six morts et une trentaine de blessés, ont annoncé les autorités.

Des images de dévastation montrent les carcasses fumantes de dizaines de véhicules, dont de longs camions, entassés les uns derrière les autres, d'autres voitures stoppées dans l'herbe, sur le bas-côté, le tout dans une atmosphère saturée de poussière ocre. Six personnes sont décédées et, au total, «plus de 30 personnes» ont été transportées à l'hôpital, a annoncé la police locale

SOUDAN : LES BELLIGÉRANTS ACCEPTENT DE NÉGOCIER

Le chef de la Mission des Nations unies au Soudan, Volker Peretz, a révélé, lundi, que les parties au conflit dans ce pays, l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR), ont convenu d'envoyer leurs représentants pour négocier. Peretz a déclaré que le chef du Conseil de souveraineté, Abdel Fattah el-Burhan, et le commandant des Forces de soutien rapide, Muhammad Hamdan Dagalo, "ont accepté d'envoyer des représentants pour négocier".

Le responsable de l'ONU a déclaré que les pourparlers attendus se concentre-

ront initialement sur la mise en place d'un cessez-le-feu "stable et fiable" qui sera surveillé par des observateurs "nationaux et internationaux".

Les combats déclenchés à la mi-avril au Soudan ont fait plus de 500 morts et 4.500 blessés, selon des chiffres officiels. Et d'après l'ONU, 75.000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et au moins 20.000 ont fui vers le Tchad, 4.000 vers le Soudan du Sud, 3.500 vers l'Éthiopie et 3.000 vers la Centrafrique. Au total, jusqu'à 270.000 personnes pourraient fuir si la guerre continue

LA DÉDOLLARISATION PASSE À LA VITESSE SUPÉRIEURE

Le dollar américain est essentiel à la projection de la puissance mondiale des États-Unis. Mais en 2022, la part du dollar dans les monnaies de réserve a diminué dix fois plus vite que la moyenne des deux dernières décennies. Il est désormais établi que le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale est en train de s'éroder. Lorsque les médias occidentaux commencent à s'attaquer sérieusement au récit de la dédollarisation du monde multipolaire, on sait que la panique s'est installée à Washington. Les chiffres : la part du dollar dans les réserves mondiales était de 73% en 2001, de 55% en 2021 et de 47% en 2022. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'année dernière, la part du dollar a diminué dix fois plus

vite que la moyenne des deux dernières décennies.

Il n'est désormais plus farfelu de prévoir une part mondiale du dollar de seulement 30% d'ici à la fin de 2024, ce qui coïncidera avec la prochaine élection présidentielle aux États-Unis.

Le moment décisif – le véritable déclencheur de la chute de l'hégémonie – a eu lieu en février 2022, lorsque plus de 300 milliards de dollars de réserves de change russes ont été « gelés » par l'Occident collectif, et que tous les autres pays de la planète ont commencé à craindre pour leurs propres réserves de dollars à l'étranger. Cette décision absurde a toutefois eu un côté comique : l'UE « ne peut pas trouver » la plus grande partie de cette somme.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LA PJ D'ORAN FAIT TOMBER LE RÉSEAU MARSEILLE-ALICANTE-MAGHNAIA

L'opération «ecstasy» tourne court

Sur le papier, l'affaire était assurée, les bénéfiques garantis et le circuit « imprenable ». Mais dans les faits, il y a toujours une force de répression pour endiguer le mal. Dans le cas de l'affaire présente, la force répressive s'appelle la Police judiciaire de la wilaya d'Oran. C'est grâce à elle que le réseau criminel de fabrication de la drogue de synthèse « ecstasy » est tombé.



En effet, la police judiciaire d'Oran vient de démanteler un réseau d'ecstasy franco-algérien spécialisé dans la fabrication de cette drogue de synthèse, à l'ouest d'Oran, près des frontières avec le Maroc. Agissant sur la filature et les écoutes, le suivi du parcours des suspects, la PJ d'Oran s'est lourdement abattue sur les mis en cause lorsque tout indiquait que le dossier était ficelé.

C'est ce qui semblait aux yeux des gens de Maghnia une petite fabrique de confiseries pour enfants était en réalité une usine de production d'ecstasy sous forme de comprimés ressemblant à des bonbons. Le réseau d'ecstasy franco-algérien a commencé à produire et à emballer ses "confiseries"

dans des sacs, prêts "à l'emploi". Le propriétaire de l'usine, Abdelmalek B., était un natif de Maghnia, alors que le pourvoyeur de la matière première, la MDMA, une poudre active, est un Algérien établi en France, Kamel.

Ce dernier, grâce à des connaissances de fabrication apprises en France, envoyait la MDMA ainsi que les "recettes" à Abdelmalek B. et celui-ci se chargeait de produire de l'ecstasy sous forme de comprimés de couleurs et de formes attrayantes.

La matière dite MDMA est essentielle pour fabriquer l'ecstasy, et Kamel se chargeait de la faire entrer à partir du port d'Oran de manière clandestine. Comment était-ce possible ? Quels étaient ses complices ? L'en-

quête nous le dira. Toujours est-il que le réseau d'ecstasy franco-algérien avait des projets de "distribuer" ses "bonbons" sur tout le long des grandes villes du littoral en cette période de grandes vacances où la recherche de stimulants est plus prononcée. D'une consommation de 50 à 150 mg au début, la tolérance s'installe rapidement et les utilisateurs doivent augmenter les doses pour ressentir les mêmes effets, entraînant des risques pour la santé, à la fois psychiques, physiologiques et comportementaux.

Le prix moyen pour un gramme de cristal/poudre d'ecstasy s'établit à 54 €, et à 10 € pour un comprimé d'ecstasy, avec des teneurs en MDMA de plus en plus importantes ces dernières

années, jusqu'à 70 % selon les comprimés.

Les études scientifiques disent que les jeunes de 18 à 34 ans sont les plus concernés par la prise d'ecstasy, qui agit sur le système nerveux central et a tendance à désinhiber, rendre empathique et limiter la fatigue. C'est pourquoi elle est le plus souvent consommée pour "s'éclater".

Le réseau d'ecstasy franco-algérien était composé de plusieurs personnes, dont les deux premiers responsables était Abdelmalek en Algérie et Kamel en France. Les autres, cinq jeunes salariés dans la fabrique de Maghnia, des sous-fifres en réalité, sont entre les mains de la police. Seul l'émigré en France reste en fuite.

I.M.Amine

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA CHOURA D'ARABIE SAOUDITE

Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a reçu en audience, hier, le président du Conseil de la Choura (Assemblée consultative) du Royaume d'Arabie Saoudite, Abdullah ben Mohamed bin Ibrahim Al-Sheikh, qui effectue une visite de cinq jours en Algérie. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la présidence de la République, Nadir Larbaoui, et du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, indique un communiqué de la présidence de la République.

AUGMENTATION DES PENSIONS DE RETRAITE :

PLUS DE TROIS MILLIONS DE PERSONNES CONCERNÉES

Selon le directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Djaafar Abdelli, plus de trois millions de retraités sont concernés par l'augmentation de leurs pensions. Elle aura lieu dès le mois de juin prochain avec effet rétroactif. Le patron de la CNR, qui s'est exprimé sur les ondes de la Chaîne I, a donné des détails concernant les augmentations. Elles seront de l'ordre de 5% pour les retraités touchant une pension mensuelle inférieure à 20 000 DA. Du reste, les retraités dont les pensions oscillent entre plus de 20 000 et 50 000 DA vont bénéficier d'une augmentation de 4%. Enfin, ceux dont la pension s'élève à plus de 50 000 DA, ils ouvriront droit à une augmentation de 4%. Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a approuvé « la revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite, à partir du 1er mai, et ce dans le cadre de l'amélioration continue du niveau de vie des citoyens ».

I.M.Amine

FORMATION AU PROFIT DE LA PRESSE ÉLECTRONIQUE AU CIP D'ALGER

Miser sur les sites électroniques dans la lutte contre la cyberguerre

Une formation au profit des journalistes de la presse électronique est dispensée par le Centre International de Presse (CIP) du 2 au 4 mai. Cette formation initiée par le Centre International de Presse (CIP) est conjointement menée avec l'École Supérieure du Journalisme et des Sciences de la Communication.

Cette formation entre également dans le cadre des efforts déployés par le ministère de tutelle pour mettre à jour un secteur à la ramasse, et qui doit, de manière impérative, être le fer de lance d'un pays ciblé de toutes parts par des attaques aussi pernicieuses qu'ininterrompues. Aussi, durant ces trois jours, plusieurs sujets d'importance sont traités pour les formateurs : rédaction de presse et Internet, Internet comme outil d'investigation, l'univers des réseaux, traitement textuel de l'information sur le web, le titre, l'écriture Google, la création d'un site électronique d'information, l'utilité du SEO, techniques et secrets de la rédaction d'un contenu et cartable d'un journaliste du numérique.

Dans son discours inaugural, le ministre a insisté sur le choix de la presse électronique comme thème de la formation qui

"traduit l'intérêt accordé par l'Etat à la numérisation et aux médias alternatifs, désormais une particularité de l'ère et un impératif dans la gestion des affaires aussi bien publiques que privées".

"Le monde d'aujourd'hui est un monde électronique par excellence auquel il faut

s'adapter à travers la préparation des outils et des conditions adéquates comme la formation et le recours à un système juridique efficace et participatif". Exhortant les participants à la formation à faire preuve de responsabilité afin de parvenir à une presse électronique

professionnelle et crédible, il a appelé à faire en sorte de fournir "un travail proactif pour faire face aux défis auxquels l'Algérie est confrontée, mais aussi mettre en relief les réalisations du pays, et promouvoir son image à l'international".

I.Med

L'AFFAIRE DITE DES SMS, CONCERNANT SAÏD BOUTEFLIKA ET PLUSIEURS HOMMES D'AFFAIRES

Les lourdes peines confirmées par la Cour d'Alger

Pour corruption et recel de revenus de corruption, la "bande à Saïd" a été lourdement condamnée par le tribunal d'Alger. Il s'agit de l'affaire dite des SMS, concernant Saïd Bouteflika, l'ex-conseiller à la Présidence de la République du temps de Abdelaziz Bouteflika. Il s'agit également de l'ex-homme d'affaires Mahieddine Tahkout, des frères Kouninef, de Ali Haddad et Ahmed Maazouz, ainsi que d'autres accusés.

C'est donc ce dossier que devait traiter hier, la Cour d'Alger. Le verdict, en fait une confirmation des condamnations, est tombé sans surprise :



-Saïd Bouteflika, 12 ans de prison
-Ali Haddad et Ahmed Maazouz, la même peine.
-Mahieddine Tahkout, 15 ans de prison ferme et une amende de huit millions de dinars

-Ses frères et fils Brahim, Hamid, Rachid et Nacer Tahkout, 10 et 5 ans de prison, des peines assorties d'amendes.
-Les frères Kouninef ont été condamnés à dix ans de prison ferme et huit millions d'amende.

Il y a une semaine, le Procureur de la République près la Cour d'Alger avait demandé la confirmation des jugements rendus par le Tribunal de première instance du Tribunal pénal économique et financier de Sidi M'hamed, condamnant Saïd Bouteflika à 12 ans de prison et à une amende de 8 millions de dinars, de même que pour Ali Haddad.

I.M.Amine

LIÉS PAR LE COMBAT CONTRE LE COLONIALISME

L'Algérie et le Zimbabwe voient loin

Le président de l'APN a mis l'accent sur «la nécessité de promouvoir la coopération bilatérale sur le plan économique, affichant la disposition de l'Algérie à accompagner le Zimbabwe et partager son expérience dans les différents domaines au mieux des intérêts des deux pays...»

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a reçu, dimanche dernier, le président de l'Assemblée nationale de la République du Zimbabwe, Jacob Mudenda, actuellement en Algérie pour une visite jusqu'au 5 mai, indique un communiqué du Conseil de la nation. Les deux parties ont évoqué, à cette occasion, «les moyens de renforcer les relations historiques ancrées entre l'Algérie et le Zimbabwe, liés par le combat contre le colonialisme» et d'œuvrer pour hisser le niveau de coordination entre les deux pays afin de refléter réellement les liens de fraternité et d'amitié entre les deux pays et peuples conformément aux orientations stratégiques des présidents des deux pays, Abdelmadjid Tebboune et son frère le président zimbabwéen, Emmerson Mnangagwa. Goudjil a rappelé la doctrine de l'Algérie depuis son indépendance en matière de soutien et d'accompagnement des mouvements de libération dans le monde en général et en Afrique en particulier. Le président du Conseil de la nation a mis en avant les efforts de l'Algérie sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en vue «d'activer les mécanismes de coopération entre les pays africains à partir du principe selon lequel l'indépendance économique est le socle de l'indépendance politique». Pour sa part, Jacob Mudenda a réaffirmé l'attachement et la disposition de son



pays à renforcer la coopération et la coordination avec l'Algérie dans divers domaines. Il a exprimé la volonté de son

pays «de bénéficier des compétences et des expertises algériennes à la hauteur du niveau des relations politiques entre

les deux pays». De son côté, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu, dimanche dernier à Alger, avec Jacob Mudenda. Il a souligné lors de ces entretiens «l'importance des relations étroites unissant les deux pays à tous les niveaux». Dans ce sillage, le président de l'APN a mis l'accent sur «la nécessité de promouvoir la coopération bilatérale sur le plan économique, affichant la disposition de l'Algérie à accompagner le Zimbabwe et partager son expérience dans les différents domaines au mieux des intérêts des deux pays. Pour sa part, Mudenda a mis en avant «la dynamique des relations bilatérales», affirmant que sa visite en Algérie avait pour objet de les renforcer à travers «la coordination des positions des Parlements des deux pays dans les différents fora internationaux, défendant les questions d'intérêt commun, à l'image de la cause sahraïenne et le droit du peuple sahraïen à l'autodétermination». La visite, poursuit Mudenda, vise également à «hisser la coopération économique au niveau des relations politiques, notamment dans les domaines de l'agriculture, des transports et du tourisme». «Il s'agit aussi de tirer profit de l'expérience algérienne en matière d'exploration du gaz et d'extraction des minerais», a relevé le président de l'Assemblée nationale du Zimbabwe.

Y. B.

Lutte antidrogue : démantèlement d'un réseau criminel à Oran

Les services de la Sûreté de wilaya d'Oran ont démantelé, le week-end dernier, un réseau criminel spécialisé dans la fabrication de drogue dure et de comprimés psychotropes dans un atelier clandestin, a annoncé la Direction générale

de la Sûreté nationale (DGSN). L'opération a permis la saisie d'un kg de cocaïne et 50 000 comprimés psychotropes de type ecstasy, a ajouté la même source, citée par l'APS. «La brigade de lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes, relevant du service de wilaya de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Oran, a procédé, le week-end dernier, au démantèlement d'un réseau criminel composé de cinq individus, dont des repris de justice, impliqué dans une affaire liée à la création d'un atelier clandestin de fabrication de drogue dure et de comprimés psychotropes pour trafic au sein d'un réseau criminel international», a fait savoir la DGSN dans un communiqué. Cette dernière a précisé que ses services ont «saisi 1 kg de cocaïne et 50 000 comprimés psychotropes de type ecstasy». Les investigations menées par les enquêteurs de police de la Sûreté de wilaya d'Oran, sous la supervision du parquet compétent, se sont soldées par «l'arrestation de l'un des mis en cause à bord d'un véhicule au port d'Oran, en provenance du port d'Almeria

(Espagne), transportant une quantité de drogue dure et des matières premières pour sa fabrication», lit-on dans le communiqué. Ces investigations ont permis de «localiser cet atelier secret situé à Maghnia (Tlemcen) exploité par les mis en cause, avec pour couverture un atelier de confection de gâteaux», selon les explications de la DGSN. Les opérations de perquisition menées par la police judiciaire se sont soldées par «la saisie et la récupération de 1 kg de cocaïne, 50 000 comprimés psychotropes de type ecstasy, 2 kg de matière première dédiée à la fabrication des différentes couleurs et formes d'ecstasy, en plus de deux appareils utilisés dans la fabrication de cette drogue, quatre véhicules et une moto utilisés dans le transport de ce poison, ainsi qu'un montant de 210 millions des revenus de cette activité criminelle», a-t-elle détaillé. Les mis en cause ont été déferés devant le parquet près le tribunal d'Oran, et ce, pour «importation, détention, transport, stockage, livraison et fabrication de drogues dures (cocaïne et ecstasy) à des fins de trafic dans le

cadre d'une bande criminelle organisée transfrontalière», conclut le communiqué. Fin mars dernier, la DGSN avait annoncé avoir saisi plus de 1,6 million de capsules de psychotropes lors d'une importante opération antidrogue. Elle avait aussi indiqué que ses services avaient saisi, à la veille du mois de Ramadhan, «plus de 1 600 000 capsules de psychotropes destinées à la contrebande» dans les wilayas de Annaba, Oran, Ouargla et Alger. Il s'agit de «l'une des plus importantes opérations de saisie dans l'histoire de la Sûreté nationale», avait souligné la DGSN. Selon elle, «plus de 1 200 000 de ces capsules ont été saisies dans une seule opération». Dans une déclaration à la presse en janvier, la directrice de la prévention au niveau de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), Ghania Mokdache, avait annoncé une augmentation de plus de 200% de la consommation de la cocaïne et de 100% pour les autres drogues durant les 10 premiers mois de 2022 comparé à la même période en 2021.

R. N.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE : LA RADIO ALGÉRIENNE ORGANISE UN ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

La Radio algérienne organise un événement spécial prévoyant une exposition des œuvres littéraires et artistiques de ses membres à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai, a indiqué un communiqué de l'établissement. A cette occasion, «les auteurs relevant de la Radio algérienne seront honorés lors d'une cérémonie organisée sous l'égide du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani», a précisé le communiqué. Cet événement spécial prévoit plusieurs activités, dont une exposition des œuvres littéraires et artistiques des membres de la Radio dans les langues officielles arabe et amazighe, et dans toute autre langue, avec la participation d'un grand nombre de journalistes, d'animateurs et de producteurs des différentes radios régionales et des chaînes nationales ayant produit ou publié des œuvres dans le domaine de la littérature et de la traduction, ainsi que dans les arts plastiques, selon la même source. Une conférence sur «l'espace de créativité littéraire et artistiques chez les journalistes et les gens des médias à la lumière des contraintes liés aux engagements professionnels ordinaires» sera organisée dans ce cadre, a conclu le communiqué. Y. B.

REVALORISATION DES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE

La FNTR salue les décisions du président de la République

La Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a salué lundi les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit des retraités, notamment la revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite, à partir du 1er mai, affirmant que ces décisions contribuent à l'amélioration du niveau de vie de cette catégorie de la société. Dans ce cadre, le Secrétaire général de la FNTR, Mouloud Belkhouja, a salué, en marge de la célébration de la Journée interna-

tionale des travailleurs au siège de l'UGTA à Ben Aknoun, toutes les décisions prises par le président de la République au profit des retraités, se félicitant de «son engagement envers cette catégorie». Les décisions du Président Tebboune relatives à la revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite «sont à même de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des retraités, à travers l'amélioration de leur pouvoir d'achat», a-t-il ajouté. Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdel-

madjid Tebboune, a approuvé la revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite, à partir du 1er mai, et ce dans le cadre de l'amélioration continue du niveau de vie des citoyens. Cette revalorisation a été décidée comme suit: «5% pour la catégorie bénéficiant d'une allocation ou d'une pension égale ou inférieure à 20.000 DA, 4% pour la catégorie dont la pension ou l'allocation est supérieure à 20.000 DA et égale ou inférieure à 50.000 DA, et 3% pour la catégorie dont la pension ou l'allocation est supérieure à 50.000 DA». APS

CELA EST LE REFLET DU RESPECT DES MESURES DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ

Les accidents du travail en baisse en Algérie

Le ministre de la Santé a mis en exergue l'importance extrême accordée par l'Etat à la santé et à la sécurité dans le domaine du travail, soulignant que son secteur œuvrait en coordination avec le secteur du travail à permettre au travailleur d'accomplir ses missions dans de bonnes conditions et un environnement favorable...

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé samedi à Alger que les données statistiques avaient démontré un recul de près de 10% des accidents de travail en Algérie, ces cinq dernières années.

Présidant avec le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi la célébration de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail (28 avril), M. Bentaleb a souligné que les données statistiques de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) «ont démontré que le nombre des accidents de travail est passé de 47.555 accidents en 2018 à 42.946 en 2022, soit une baisse de 10 %».

Concernant les maladies professionnelles, M. Bentaleb a affirmé que les cas déclarés annuellement avaient baissé de 47%, passant de 410 cas en 2018 à 216 cas en 2022. Le ministre a indiqué que les données statistiques relatives aux accidents de travail et aux maladies professionnelles «reflètent le taux de conscience et de respect des



mesures de sécurité et de santé au travail, ainsi que les efforts fournis pour réduire les accidents professionnels». Il a indiqué que la CNAS «s'est lancée dans le développement d'un système informatique moderne dédié au suivi des accidents de

travail, des maladies professionnelles et à l'élaboration de rapports périodiques, ce qui témoigne des efforts nationaux continus de sensibilisation à l'importance d'appliquer les mesures et de respecter les conditions de sécurité et de

santé au travail». Il a affirmé que la prévention des risques professionnels «est une condition sine qua non de la protection des travailleurs et du développement de leurs compétences et performances». Par ailleurs, M. Bentaleb a relevé

que son secteur «veille à organiser chaque année cette rencontre, convaincu en cela du droit du travailleur à l'exercice de son travail en toute sécurité, mais également en vue de renforcer et vulgariser la culture de la santé et la sécurité professionnelle et dans le but de mettre l'accent sur l'importance de réunir un environnement de travail sécurisé et sûr pour les travailleurs», rappelant que de nombreux ateliers de formation et de journées d'études ont été organisés par les organes en charge de la prévention des risques professionnels. Face au développement technologique et aux changements des modes de production et de travail et leur impact sur l'environnement du travail, il est désormais impératif pour les acteurs du monde de travail de développer les méthodes de travail et les cadres de prévention professionnelle dans le cadre d'un dialogue social constructif en vue de prévenir les accidents de travail ou les maladies professionnelles». De son côté, le ministre de la Santé a mis en exergue «l'importance extrême» accordée par l'Etat à la santé et la sécurité dans le domaine du travail, soulignant que son secteur œuvrait en coordination avec le secteur du travail à permettre au travailleur d'accomplir ses missions dans de bonnes conditions et un environnement favorable. Pour sa part, le Secrétaire général par intérim de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Hamou Touahria a évoqué les efforts consentis en vue de garantir la santé et la sécurité dans le travail, soulignant l'importance de l'élargissement des sessions de formation et des activités de sensibilisation dans ce domaine».

Y. B.

Le Conseil des ministres arabes de la Santé s'est réuni en session d'urgence

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, lundi dernier, les travaux de la session d'urgence du Conseil des ministres arabes de la Santé consacrée à «la grave situation sanitaire et humanitaire résultant de l'escalade en République du Soudan», a indiqué un communiqué du ministère. Cette session d'urgence, tenue par visioconférence, a réuni la secrétaire générale adjointe et cheffe du département des affaires sociales de Ligue arabe, l'ambassadrice Haifa Abu Ghazaleh, le ministre égyptien de la Santé et de la Population et chef du Bureau exécutif du Conseil des

ministres arabes de la Santé, Khaled Abdel Ghaffar, le directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale, Ahmed Al-Mandhari, ainsi que les membres du Conseil des ministres arabes de la Santé, a précisé le communiqué. Dans son allocution liminaire à l'ouverture de cette session extraordinaire, M. Saihi a souligné «la nécessité d'apporter tout le soutien nécessaire à la République du Soudan dans le domaine de la santé et d'œuvrer à répondre aux besoins de la population face à la détérioration de la situation sanitaire, notamment après deux semaines d'affron-

tements», précisant que l'Algérie, en sa qualité de présidente en exercice du Conseil de la Ligue arabe au niveau du sommet et de présidente en exercice du Conseil des ministres arabes de la Santé, «suit avec une grande inquiétude les récents développements en République du Soudan», selon la même source. Cette session d'urgence intervient sur la base du communiqué de la session extraordinaire du Conseil de la Ligue arabe au niveau des délégués permanents, a indiqué le communiqué.

R. N.

Tipasa : grande affluence sur les plages en raison des fortes chaleurs

Une affluence considérable de citoyens a été constatée ce week-end, au niveau des différentes plages de la wilaya de Tipasa en raison de la hausse des températures. Les chaleurs caniculaires, annoncées par les services météorologiques, qui ont coïncidé avec le premier week-end suivant la fin du mois de Ramadhan et les deux jours de l'Aïd El-Fitr, a incité un nombre important de familles et de citoyens à converger vers les plages de Tipasa, en quête de la brise marine en ce mois d'avril, une période précoce pour la baignade en mer. Un Bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de météorologie avait annoncé des températures caniculaires pour le 27 et le 28 avril courant, pouvant atteindre 42 degrés dans plusieurs wilayas, dont Tipasa, relevant que les températures prévues se situent entre 38 et 40 degrés localement et entre 41 et 42 degrés sur les régions de l'intérieur durant la validité de ce bulletin. Cette hausse de la température a été

une occasion pour se rafraîchir dans l'eau de la Méditerranée, ont confié des baigneurs rencontrés par l'APS. C'est le cas de Mme Roufaïda, rencontrée au complexe touristique «Corne d'Or» avec sa petite famille, qui a déclaré que «c'est l'occasion rêvée pour profiter de la mer». «Venir en mer en ce mois d'avril qui n'est généralement pas fait pour la baignade, est pour moi une aventure à ne pas rater. C'est, également, une opportunité pour les enfants pour se relaxer et se détendre en perspective des examens de fin d'année qui approchent», a-t-elle estimé. Un autre touriste, Oualid, venu d'Alger, également rencontré à la «Corne d'or», a fait savoir, quant à lui, que cette sortie à la plage fait office de «cadeau de l'Aïd «pour sa famille, après un long mois de jeûne. Le Village touristique a affiché complet après avoir enregistré un flux record de plus de 3.000 visiteurs, a-t-on appris auprès de sa direction. Des dizaines de véhicules stationnés à l'entrée principa-

le de ce complexe ont dû rebrousser chemin pour rejoindre les plages de l'Ouest de la région, dont Chenoua, Matarés et la plage bleue, selon les propos de nombreux citoyens concernés. Des mesures similaires ont été, également, prises au jardin «Belle crête» connu pour sa dense végétation surplombant la mer, dont la direction a été contrainte d'afficher l'endroit complet, après avoir enregistré un nombre «inédit» de visiteurs et une «saturation» du parking, selon ses responsables. Pour faire face à cette situation exceptionnelle, les services de l'ordre public de la wilaya ont dû activer le plan de circulation spécial saison estivale de la ville de Tipasa, en procédant, notamment, à la fermeture de la route menant au port de pêche et de plaisance de Tipasa et vers le site des ruines romaines, tout en déviant le trafic des véhicules à travers la route principale de la wilaya. Les mêmes services ont, également, affecté une place pour le parking des véhicules

et des bus à l'entrée Est de la ville de Tipasa, dans le but de mieux contrôler le trafic routier et de réduire la pression sur le centre-ville, a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tipasa. A noter que la mise en garde de la protection civile contre les risques de la baignade au niveau des plages, en l'absence du dispositif de la saison estivale, dont la mise en œuvre intervient à l'ouverture officielle de la saison le 1er juin, n'ont pas empêché les «amoureux de la mer et les amateurs d'aventures» de prendre la destination de la grande bleue pour profiter de la magie du sable et de la douceur des vagues. Cette déferlante précoce de visiteurs a été enregistrée dans la quasi-totalité des plages de la wilaya, notamment celles de l'Ouest de la région, à l'instar de Cherrhell, Gouraya, Messelmoune, Hedjret Ennos et Damous, où de nombreux jeunes sont allés jusqu'à y passer une nuit en bord de mer, annonçant un début d'été précoce. **APS**

PORT D'ALGER : HAUSSE DU TRAFIC MARITIME DE PLUS DE 14% AU PREMIER TRIMESTRE



Le trafic maritime au port d'Alger a enregistré, au premier trimestre de l'année en cours, une hausse de plus de 14% sur une base annuelle, selon un bilan de la direction générale de l'entreprise portuaire d'Alger (EPAL) dont l'APS a obtenu une copie. Un total de 377 navires ont accosté au port d'Alger durant le 1er trimestre de 2023 dont 304 activant au port contre 329 navires accostés durant la même période de l'année précédente, soit une hausse de 14,6%, d'après les chiffres fournis par l'EPAL. Cette hausse a touché notamment le trafic des navires pétroliers (33%), les cimentiers (33%), les porte-conteneurs (16%), a précisé l'EPAL dans son bilan, faisant constater que le trafic de navires de voyageurs avait baissé de 31% ainsi que les rouliers RORO (transport de véhicules) (-7%) et les butaniers (-6%). Dans le même sillage, l'EPAL a fait état d'une hausse du trafic de marchandises à l'embarquement à 34,4% passant de 4,2 millions de tonnes au premier trimestre 2022 à 4,3 millions de tonnes durant la même période de l'année en cours réalisant ainsi 99% de l'objectif tracé (4,5 millions de tonnes). Selon le bilan, le trafic de marchandises a atteint 1,8 million de tonnes au premier trimestre de 2023 soit 85% de son objectif global (2,2 millions de tonnes) enregistrant ainsi une baisse de 5,37% du chiffre réalisé l'année précédente.

R. E.

UN OFFICE POUR L'ACHAT DE RÉCOLTES AUPRÈS DES AGRICULTEURS

L'oignon à 300 DA ne doit plus se reproduire

L'office dont il est question va intervenir dans l'aval, dans la distribution, un secteur où des ressorts ont cessé d'agir. Une anarchie s'en est emparée. Elle ne profite qu'aux spéculateurs. Dans les économies structurées, les prix flambent en cas de pénurie, pour s'effondrer en période de surabondance.

L'Etat semble s'attaquer à l'essentiel. Il veut remettre de l'ordre dans la distribution des produits agricoles, à travers des mécanismes plus efficaces de gestion des stocks. A l'occasion de la dernière réunion du Conseil des ministres, le président de la République a appelé à les instituer. En effet, Tebboune a enjoint, « avec fermeté, le ministre de l'Agriculture de mettre en place un office chargé de l'achat auprès des agriculteurs, de toutes les récoltes agricoles de large consommation, fruits et légumes compris, pouvant être stockées, comme l'oignon, l'ail et la pomme de terre, en vue d'assurer l'équilibre du marché national, estimant que l'effort de l'agriculteur demeure une ligne rouge à ne pas franchir ». Ainsi, l'office dont il est question va intervenir dans l'aval, dans la distribution, un secteur où des ressorts ont cessé d'agir. Une anarchie s'en est emparée. Elle ne profite qu'aux spéculateurs. Dans les économies structurées, les prix flambent en cas de pénurie, pour s'effondrer en période de surabondance. Cette théorie ne semble cependant pas s'appliquer au marché algérien des fruits et des légumes, dont les prix s'envoient pour des raisons qui, souvent, n'ont rien à voir avec la loi de l'offre et de la demande. L'organisation des marchés des produits n'obéit pas



globalement à la loi de l'offre et de la demande, car les mécanismes de négociation et de formation des prix sont moins connus. C'est ce dysfonctionnement et cet illogisme qui font que chez nous le client n'est pas roi. La hausse des prix alimentaires est préjudiciable aux couches les plus démunies. Elle a des causes et des répercussions complexes. La récente flambée des prix des produits alimentaires a pris de court la

plupart des prévisionnistes, rappelant ainsi la vulnérabilité intrinsèque des prévisions à des évolutions imprévues. Les brutales hausses qu'ont récemment connues les prix des principaux produits agricoles étaient dues à la conjonction d'une production demeurée relativement inférieure (l'exemple de l'oignon) à la tendance et d'une forte croissance de la demande d'une part et d'autre part à une spéculation sur ces pro-

duits. Le commerce est tellement dérégulé que des pénuries sont créées de toutes pièces par les spéculateurs qui contrôlent les prix notamment en périodes de fortes demandes comme le mois de ramadhan. Entre la période de la récolte et de la commercialisation, plusieurs spéculateurs et intermédiaires interviennent pour acheminer les produits vers les marchés parallèles.

Youcef Salami

Grosse faillite de l'histoire des Etats-Unis : First Republic passe dans le giron de l'Etat

Les autorités américaines ont pris hier le contrôle de la banque régionale First Republic et en ont revendu la grande majorité à JPMorgan Chase, actant ainsi la deuxième plus grosse faillite de l'histoire des Etats-Unis et espérant mettre un terme à la crise bancaire qui a émergé en mars. L'établissement était sous forte pression depuis les défaillances rapprochées de deux établissements au profil similaire, Silicon Valley Bank et Signature. Mais First Republic Bank n'est pas parvenue à trouver un plan de sauvetage satisfaisant et quand elle a confirmé hier que de nombreux clients avaient retiré plus de 100 milliards de dollars de dépôts au premier trimestre, son action, déjà mal en point, a piqué du nez. Les autorités, qui semblaient réticentes à venir à la rescousse d'une troisième banque en peu de temps, sont finalement montées au créneau, sollicitant les offres d'établissements financiers, avant de saisir officiellement First Republic. Il s'agit de la deuxième plus grosse faillite bancaire de l'histoire des Etats-Unis après celle de Washington Mutual en 2008. Les actifs de cette dernière avaient, eux aussi, été en grande partie acquis par JPMorgan qui, sous la houlette de son patron, Jamie Dimon, a plusieurs fois secouru des établissements en difficulté. Selon l'accord noué hier, la plus grosse banque du pays va récupérer tous les dépôts de First Republic ainsi que presque tous ses actifs, tandis que ses agences devaient rouvrir hier selon les modalités habituelles. «Notre gouvernement nous a invités, ainsi que d'autres, à intervenir, et nous

l'avons fait», a déclaré Jamie Dimon dans un communiqué. L'opération permet, selon lui, de «minimiser les coûts» pour le fonds d'assurance-dépôts. L'opération implique en effet que les prêts de First Republic Bank doivent être réévalués à la baisse et l'agence en charge de garantir les dépôts, la FDIC, a accepté d'assumer une partie de ces pertes : elle estime que l'opération va lui coûter environ 13 milliards de dollars, une somme qui proviendra des cotisations versées par les banques. Elle prévoit aussi que JPMorgan verse 10,6 milliards de dollars à la FDIC.

Stabiliser le système

La procédure d'appel d'offres était «très concurrentielle» et a abouti à une transaction «conforme aux exigences de moindre coût», a assuré la FDIC. Le ministre de l'Economie s'est dit «encouragé» par la solution trouvée et, dans un communiqué, assure que le système bancaire américain reste «sain et résilient». Jamie Dimon a estimé, de son côté, que l'opération «va aider à stabiliser le système». Les autorités et d'autres grandes banques étaient intervenues en mars pour éviter que First Republic ne connaisse le même sort que SVB et Signature, onze établissements financiers acceptant notamment d'y déposer au total 30 milliards de dollars, qui seront remboursés une fois la transaction finalisée. Mais cela n'a pas suffi à rassurer. First Republic Bank, fondée en 1985 et basée à San Francisco, ne valait plus vendredi à la clôture que 654 millions de

dollars en Bourse, contre plus de 20 milliards en début d'année. Elle pouvait sembler attractive : elle était connue pour avoir une clientèle aisée, déposant des sommes importantes sur les comptes et remboursant bien les prêts. Mais nombre de ses clients ont pris peur après les faillites de SVB et Signature. Et elle avait dans ses comptes nombre de prêts immobiliers et d'investissements à taux fixes, qui ont perdu mécaniquement de la valeur avec la récente hausse des taux d'intérêt. Les observateurs étaient inquiets d'un risque de contagion après les défaillances de mars, qui ont aussi créé des remous outre-Atlantique et accéléré la chute de Credit Suisse. Mais ces craintes se sont un peu apaisées après la publication ces deux dernières semaines par plusieurs banques de petite et moyenne taille de bilans financiers tenant la route. «First Republic était identifiée comme une banque à problème dès mi-mars et l'annonce de sa fermeture ne constitue pas une nouvelle raison de s'inquiéter», avait estimé Nicolas Veron, économiste pour les centres de réflexion PIIE et Bruegel, avant l'officialisation de la faillite. L'action de JPMorgan grimpa de 5% dans les échanges électroniques à Wall Street. Celle de First Republic chuta de 35%. «Nous ne cherchions pas cet accord mais il présente des avantages financiers et nous permet de nous renforcer sur le marché», notamment dans la gestion de patrimoine, a souligné hier le directeur financier de JPMorgan, Jeremy Barnum.

AFP

El-Méniaâ: le développement de l'activité agricole en ligne de mire

La DFEP s'attelle aussi à faciliter l'intégration des diplômés de la formation professionnelle, dont les titulaires des diplômes de Technicien supérieur (TS) en électricité, mécanique, hydraulique, agronomie saharienne, céréaliculture et maraîchage, afin de leur permettre de participer au développement agricole, tout en apportant une aide aux agriculteurs locaux et porteurs de projets,

La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'El-Méniaâ a entrepris depuis peu plusieurs actions pour accompagner le développement du secteur agricole, a-t-on appris de cette instance. Il s'agit en effet de concrétiser un partenariat pérenne avec le secteur de l'agriculture en vue d'insuffler un nouvel essor à l'activité agricole dans la wilaya à travers, entre autres, la diversification de l'offre de formation, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Youcef Lariouat. Parmi ces actions de soutien, déjà entamées sur le terrain, figurent la signature d'une convention avec la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) s'articulant autour de la maintenance des engins et équipements de moisson-battage, l'analyse de semences au niveau du laboratoire du secteur et le perfectionnement de la formation des agriculteurs pour leur permettre d'améliorer leurs connaissances et aptitudes professionnelles et d'acquérir un savoir-faire dans les nouveautés en agriculture, a ajouté M. Lariouat. La DFEP s'attèle aussi à faciliter l'intégration des diplômés de la formation



professionnelle, dont les titulaires des diplômes de Technicien supérieur (TS) en électricité, mécanique, hydraulique, agronomie saharienne, céréaliculture et maraîchage, afin de leur permettre de participer au développement agricole, tout en apportant une aide aux agriculteurs locaux et

porteurs de projets, a-t-il poursuivi. De son côté, le directeur local des services agricoles (DSA) Youcef Mesbah, a mis en avant l'importance du partenariat entre les deux secteurs, précisant que de nombreux agriculteurs et porteurs de projets de la wilaya ont déjà entamé leur

cursus de formation au niveau des établissements pédagogiques relevant de la DFEP, au moment où les diplômés de la formation professionnelle bénéficient de stages pratiques dans les exploitations agricoles, en vertu de cet accord.

APS

19^e ÉDITION DE LA FÊTE ANNUELLE DE LA FRAISE À JIJEL

Plusieurs communications sont présentées

La 19^e édition de la fête annuelle de la fraise organisée dimanche à la maison de la culture Omar-Oussedik de Jijel a été marquée par des interventions sur la filière fraise et son développement dans la wilaya, a indiqué la wilaya dans un communiqué. Plusieurs communications ont été présentées, selon la même source, dont celles de la Direction des services agricoles de la wilaya de Jijel intitulée «La fraise, réalité et perspectives», de la Chambre d'agriculture de Jijel «Le développement de la culture de la fraise dans la wilaya de Jijel» et du représentant du Centre national de recherche en biotechnologie intitulée

«La contribution de la recherche scientifique au développement de la culture de la fraise». Les activités de cette édition a connu aussi l'intervention de la faculté de la nature et de la vie de l'Université de Jijel avec une communication intitulée «Les voies de valorisation du produit fraisier à travers les filières agroalimentaires et de transformation», du représentant de la Direction des douanes, «Les perspectives d'exportation de la fraise locale vers les marchés internationaux», du représentant du Fonds régional de la mutualité agricole avec une communication intitulée «Le rôle du Fonds régional de la mutualité

agricole dans l'accompagnement des agriculteurs face au changement climatique» et de la Caisse nationale de sécurité sociale des non salariés. «Pour clôturer l'événement quelques anciens cadres du secteur, Boudjelaba Omar, ancien directeur des services agricoles, et Omar Ayache Abdelbaki, le premier président de la Chambre d'agriculture, ont été honorés. Les lauréats des concours du meilleur investisseur agricole, du meilleur producteur de fraises et du meilleur confiseur, organisés par la Direction des services agricoles, ont également été honorés», a-t-on ajouté.

R. R.

Projet d'hôpital de 240 lits à Boumerdès : le taux de réalisation a atteint environ 80 %

Le wali de Boumerdès, Yahia Yahiaten, a inspecté les travaux en cours pour la réalisation d'un hôpital de 240 lits à Sahel, qui fait l'objet d'une attention particulière des autorités locales, dans le but d'accélérer sa mise en service, en appui au secteur de la santé vu l'ampleur des défis actuels et afin alléger la pression sur les trois autres établissements publics.

Selon un communiqué de la wilaya, «cette visite de terrain s'inscrit dans le cadre du suivi continu du projet et de l'accélération du rythme de réalisation et de s'enquérir des détails du processus afin d'éviter tout retard et assurer

sa livraison dans les délais spécifiés de cet important pôle de santé, dont le taux de réalisation a atteint environ 80 %». Le wali a mis l'accent sur «le rythme des travaux» et donné des consignes quant au «renforcement du chantier en main-d'œuvre».

Il a également donné des directives pour «éviter les retards, tout en faisant preuve d'une grande rigueur dans le suivi et le contrôle continu jusqu'à la livraison de l'hôpital» comme il a insisté sur «l'intensification des efforts afin de répondre aux exigences et aux préoccupations des citoyens dans le domaine de la santé». «Le projet d'hôpital de 240

lits comprend 11 spécialités et 4 salles d'opérations chirurgicales au niveau du service des urgences médico-chirurgicales, en plus d'autres services de médecine spécialisée tels que l'oto-rhino-laryngologie, la médecine interne, l'orthopédie et la traumatologie, la chirurgie générale, les grands brûlés, les soins intensifs et la réadaptation physique, comme il est doté également d'un scanner et d'une imagerie par résonance magnétique (IRM), de 3 unités de radiologie et de 8 laboratoires d'analyses médicales», a ajouté la même source.

R. R.

Réception prochaine du projet de transport de carburant par canalisation de Skikda à El Eulma

Le PDG de Naftal Abdelkader Chafi a révélé lundi à Sétif que la réception du projet de transport du carburant par canalisation de Skikda à El Eulma aura lieu vers «la fin 2023 ou au début 2024».

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans la wilaya à l'occasion de la Journée mondiale du travail, le même responsable a affirmé que «vers la fin de 2023 ou au début 2024, sera réceptionné le projet important de raccordement par canalisation du centre Naftal d'El Eulma à Skikda via El Khroub (Constantine)». Selon M. Chafi, ce projet permettra de terme de «faciliter le transport du carburant et ouvrira la voie au lancement du projet similaire de transport du carburant d'El Eulma vers Bouira dans le cadre de la stratégie des autorités supérieures du pays visant à atteindre une autonomie de stocks en carburant de 30 jours alors qu'elle ne dépasse pas les 20 jours actuellement».

Le P-DG de Naftal a inauguré deux stations-service ayant fait l'objet de requalification entière à El Eulma ainsi que le siège administratif du district de commercialisation Naftal au chef-lieu de wilaya, estimant que ces réalisations s'inscrivent «dans le cadre de l'amélioration des prestations assurées au citoyen dont la première étape a concerné les 34 stations-services installées le long de l'autoroute Est-ouest».

M. Chafi a affirmé également que le travail est en cours pour l'amélioration de la qualité des prestations par la requalification de toutes les stations-services opérationnelles, assurant «nous sommes parvenus à l'étape de prendre en compte l'aspect sécuritaire et d'accorder une priorité aux citoyens consommateurs qui comparent les services qui leurs sont assurés à ceux fournis dans les pays développés».

«Nous œuvrons pour que le client lui-même devienne notre ambassadeur», a ajouté le responsable de Naftal estimant que cela ne peut se faire qu'au travers des services qui lui assurent satisfaction.

Sur le chapitre des investissements à l'étranger et «au regard du poids économique» de Naftal, M. Chafi a fait état de «marchés passés avec des pays africains voisins dont la Mauritanie, le Niger, le Mali, la Tunisie et la Libye dans le cadre de la stratégie des autorités supérieures du pays». Concernant les voitures hybrides, le PDG de Naftal a indiqué que la question est prise en charge, des études sont menées ainsi que des concertations avec le groupe Sonelgaz qui prend en charge ce projet «bénéfique à l'économie et à la nature», évoquant le cahier de charges relatif à l'importation des voitures et les avantages offerts pour l'importation des voitures hybrides. La requalification des deux stations-services inaugurées à El Eulma a mobilisé au total 490 millions DA, selon les explications données sur place. Naftal compte à travers le pays 2.827 stations-services dont 704 directement gérées par elle alors que les autres sont gérées par des particuliers sous les couleurs de Naftal, a précisé son PDG.

APS

L'ALGÉRIE Y AVAIENT CONTRIBUÉ E» DE LA TOUR EIFFEL

(Louis-Philippe), mais
quiers, des indus-
militaires ont profi-
colossale.
? L'équivalent de
ions de francs de
milliards d'euros)
des siècles par les
d'Alger.
de cette immense
navires entiers ont
Une partie, soit 43
a été versée dans
t, 5 autres millions
rps expéditionnai-
plus grande partie
ence et des pillages
bah, dans la ville et
s d'Alger a donc
ches des militaires,
des Finances, de
ciants et d'aventu-
ns celles du roi des
Pierre Péan.
on Seillière et à
; son représentant
le contrats passés
de la Guerre, ils
ns les circuits ban-
nt que les bateaux
fait sortir d'Alger.
c. «Leur position et
r ont aussi permis
rès bonnes condi-
ndises et produits
les magasins, ainsi
Turcs obligés de

leur bénéfice s'in-
Apparemment suf-
prendre un nouvel
s plus grands sidé-
industrie française»,
an a répondu à une
le, celle de savoir
algérien a permis
rgie et des aciéries

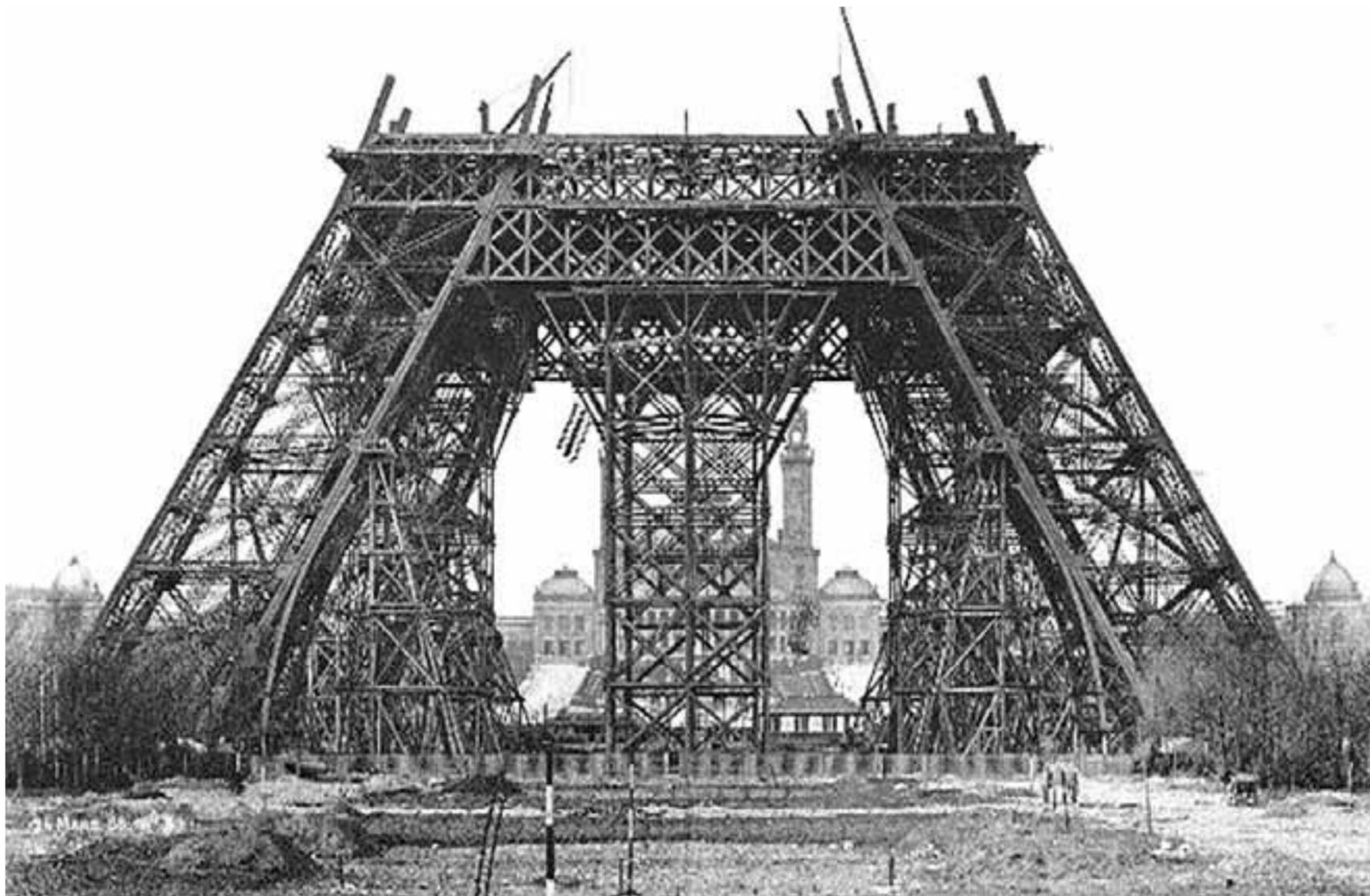
LIANA

pas choisi n'import-
it un fer pur, qui ne
es mines de Zaccar

car se trouvent à
l'Algérie, celles de
kilomètres de là.
arrassé de l'excès
our Eiffel a été prop-
et aciéries Dupont
pey, en Lorraine,
fficielles, à la suite
remporté par l'en-
n n'est certain, la
aise cherchant à
que que la réalisai-
d'art est une paru-
savoir-faire tech-
sans aucun apport

vain de nier que la
en grandes quanti-
ccar et de celles de
it historique établi.
à l'époque été ravi
r de cette région.
a ville, l'ingénieur
orloge montée sur
e à l'école du villa-
ans wilaya d'Aïn

t livre "L'Aventure
éalisation et finan-
Michel Lyonnet du
lique comment la
algérienne et la



haute finance ont pu par des mon-
tages approvisionner la sidérurgie
française par les minerais d'Algérie.
La sidérurgie française et les forges et
aciéries Fould-Dupont de Pompey, en
Lorraine, n'auraient jamais démarré
sans les mines d'Algérie et les finan-
cement de la Société générale algé-
rienne. C'est un grand spécialiste de
la tour Eiffel qui le dit. Il est ingénieur
ESTP et INSEAD (MBA), il a passé 20
ans comme directeur financier dans
de grands groupes de BTP et s'est
spécialisé dans le Financement de
projet.

DES ALGÉRIENS À 30, 40 ET 50 MÈTRES DU SOL

Combien d'Algériens sont-ils morts
en participant à la construction de la
Tour Eiffel? On ne le saura peut-être
jamais.

Construite pour l'Exposition univer-
selle de Paris de 1889, la Tour Eiffel
connut une construction pleine d'acci-
dents et de problèmes. Les mouve-
ments de grève déclenchés épisodi-
quement, et qui agaçaient au plus
haut point Gustave Eiffel, n'étaient
pas uniquement motivés par des
revendications salariales, mais égale-
ment par les accidents mortels dont
on fait ici mention.

Commencée en 1887, celle-ci s'achè-
vera le 31 Mars 1889, après deux ans
et deux mois de construction, 18 038
pièces métalliques, et 2 500 000
rivets.

L'ingénieur Gustave Eiffel, qui a été
certainement un grand architecte,
mais aussi un grand escroc devant
l'Eternel (comme le prouve son impli-
cation dans le scandale financier du
Panama), a toujours cherché à tenir
sous le boisseau les informations
négatives sur sa construction.

La tour Eiffel devait surtout appa-
raître à l'exposition universelle de
1889, comme la vitrine du savoir-
faire technique français. Donc, inter-
diction formelle de parler de morts
sur les chantiers.

C'est justement ces accidents, retards
et problèmes qui ont fait que Gustave
Eiffel, qui avait prévu douze mois de
travaux, révisera à la hausse la durée
de construction, qui atteindra le
double. La phase de construction qui
débuta le 28 janvier 1887, s'achèvera
finalement en mars 1889, juste avant
l'ouverture officielle de l'Exposition
universelle.

Cette Tour de 330 mètres a été le
témoin du travail et de la sueur des
Algériens sur ses chantiers. Certains y
ont été emmenés par mesure discipli-
naire, punition, pour faire les menus
travaux, la sale besogne, celle que les
Français ne pouvaient réaliser.

Déjà les fondations s'élevaient à 33
mètres, et le premier étage à 57
mètres. Des conditions de travail
pénible, surtout pendant l'hiver et le
verglas. De ce fait, les chutes du haut
des échafaudages étaient nom-
breuses et les morts suivaient les
morts. Curieusement, les Annales de
la Tour Eiffel font état d'un seul mort:
un Italien qui se serait suicidé en se
jetant lui-même du haut de la Tour!
Donc impossible de revenir aux
archives de la Tour Eiffel pour faire
ses recherches.

Mais il est plus utile de fouiller dans
les feuilles jaunies des anciens jour-
naux d'époque pour trouver la trace
de ces "morts sur les chantiers de la
Tour".

Sur les colonnes de vice.com, Robin
Cannone rapportait que la tour Eiffel,
du haut de ses 324 mètres, est aussi
"l'un des plus grands monuments aux

morts du monde: depuis le début de
sa construction, en 1887, on estime à
environ 370 le nombre de personnes
qui y ont péri". Mais il donne des indi-
cations "hors circuit" et ne nous ai
d'aucun secours, malheureusement.
On a souvent avancé en France, le
chiffre de 300 morts sur les chantiers
de la Tour Eiffel. Mais ces chiffres sont
aussitôt attaqués par la France officiel-
le, comme s'il s'agissait d'une affaire
d'Etat. On l'a vu par exemple, avec le
député Karl Olive.

En effet, en pleine polémique sur les
morts des chantiers de la coupe du
monde, en aout 2022, le député des
Yvelines Karl Olive avait déclaré que
la France aussi avait eu plus 300
morts sur les chantiers parisiens.
Mais immédiatement, le député a été
obligé de se rétracter, reconnaissant
avoir fait une déclaration erronée en
évoquant 300 morts sur le chantier
de la construction de la tour Eiffel.

Ce qui est certain c'est que le nombre
des ouvriers algériens en France était
important au moment de la construc-
tion de la tour Eiffel. Si vous consultez
le livre "L'immigration algérienne en
France: histoire et actualité", de Pier-
rette Meynier et Gilbert Meynier
(Dans Confluences Méditerranée
2011/2, n° 77, pages 219 à 234), vous
serez édifié sur le sujet.

Dès les années 1880, le patronat fran-
çais fait appel aux ouvriers algériens
pour briser les grèves. En 1914,
Gérard Noiriel estime à 3000 le
nombre des travailleurs algériens en
France; la majeure partie vit dans les
Bouches du Rhône, mais il existe aussi
des foyers d'immigration dans le
Nord-Pas de Calais, à Paris, puis à
Lyon-Saint Étienne; et il est vraisem-
blable que le chiffre réel dut être net-
tement plus important, pour

atteindre au moins 13 000 ouvriers
algériens, souvent sans qualification
spéciale, et utilisés surtout pour les
travaux manuels où l'effort, la force
physique et la sueur sont convoqués.

Si l'on étudie soigneusement l'his-
toire de l'immigration en France, spé-
cialement algérienne, l'on s'aperçoit
que la main d'œuvre étrangère s'im-
pose comme un thème récurrent au
début des années 1880-1890, la loi du
8 août 1893 dite de "protection du
travail national" renforce les mesures
de sécurité publique et établit une
distinction, destinée à perdurer, entre
les étrangers qui résident sur le sol
national (métropolitain) admis à
domicile "non légalement" et ceux qui
demeurent "légalement" en France
(voir illustration).

Pour être jugé en situation régulière,
tous les étrangers - hommes, femmes
ainsi que les mineurs exerçant un tra-
vail - doivent désormais faire une
demande de déclaration de résidence,
dans les huit jours suivant leur arri-
vée, dans leur mairie et auprès de la
préfecture du Rhône à Lyon et de la
préfecture de police à Paris.

Toutefois, les Algériens n'étaient pas
soumis à ces mesures, car le statut
d'Algérie française et le "Code de l'in-
digénat", leur ouvraient le droit de
travailler sans passer par les condi-
tions auxquels étaient soumis les
autres nationalités, d'où le grand
nombre d'Algériens travaillant à
Paris.

Voilà. Nous arrivons au terme de
notre enquête. Elle ne répond pas à
toutes vos questions, mais a le béné-
fice de vous ouvrir des portes fermées.
A vous d'aller chercher plus loin. Et
de nous ramener d'autres détails,
d'autres informations. La chasse est
ouverte!

BURKINA FASO :

«A aucun moment, il ne nous viendrait à l'idée d'accepter les troupes étrangères ici»

Le Premier ministre de la transition du Burkina Faso, Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambela, a réaffirmé, lundi, l'engagement de son pays à compter sur ses propres forces dans la lutte contre le terrorisme, rejetant toute idée d'accepter des troupes étrangères sur le sol burkinabè.



Répondant à l'appel de l'Unité d'action syndicale (UAS) des milliers de travailleurs ont participé à une marche, ce lundi à Ouagadougou, pour réclamer des meilleures conditions de vie et de travail ainsi que le retour de la sécurité dans les localités en proie au terrorisme. Comme chaque année, à l'occasion de la Fête du travail, les tra-

vailleurs burkinabè ont remis au chef du gouvernement une plateforme revendicative portant entre autres, sur la lutte contre le terrorisme, les mesures contre la vie chère et le respect et l'élargissement des libertés individuelles et collectives. Prenant la parole, le chef du gouvernement burkinabè, Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambela, a expliqué

que "si le territoire disparaît, aucun droit ne saurait subsister : que ce soit le droit à l'emploi, le droit à la création d'entreprise le droit d'expression, tout va disparaître". "Nous espérons pouvoir faire plus pour mailler tout le territoire avec les fils du terroir qui vont s'occuper de leur propre sécurité pour leur propre avantage", a-t-il dit justifiant le recrutement des 50 mille combattants volontaires pour la défense de la patrie (VDP, supplétifs de l'armée).

Sur la question des troupes étrangères, Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambela s'est voulu rassurant. "Notre Wagner (le groupe paramilitaire russe) ce sont les VDP (volontaires pour la défense de la patrie). Nous pensons que c'est à la population de défendre son territoire. C'est à la nation de se défendre elle-même. Et nous à aucun moment, il ne nous viendra à l'idée d'accepter les troupes étrangères ici", a-t-il lancé. Et d'ajouter : "Moi, je vous dis que si vous apprenez que les troupes étrangères sont là, chacun doit abandonner son stylo, sa truelle, son écrou pour aller lutter pour bouter ces troupes étrangères là dehors". Après avoir obtenu en janvier le retrait des 400 soldats des forces spéciales françaises stationnés depuis 2009 dans la périphérie nord-est de Ouaga-

dougou, le Burkina Faso a demandé en mars aux autorités françaises de prendre des dispositions en vue du "départ définitif" de tous les personnels militaires français en service dans les administrations militaires burkinabè.

Le gouvernement burkinabè a décrété "l'ordre de mobilisation générale et de mise en garde" afin de "donner un cadre juridique et légal à l'ensemble des actions" engagées par l'Etat dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Dans une déclaration en date du 14 avril 2023, l'Union européenne, par la voix du porte-parole de son chef de la diplomatie Josep Borrell, Nabila Massrali, avait déclaré avoir pris note de l'adoption du décret portant mobilisation générale au Burkina Faso et demandé que les droits humains soient respectés.

Dans une déclaration parvenue ce lundi à Anadolu, le porte-parole du gouvernement burkinabè, Jean-Emmanuel Ouédraogo, a rassuré l'Union européenne et la communauté internationale dans son ensemble, que le décret portant mobilisation générale et mise en garde prend en compte la protection des droits intangibles garantis par la Constitution du Burkina Faso et les Conventions internationales auxquelles le pays est partie.

I.M./Agences

ARMÉE SAHRAOUIE :

Nouvelles attaques contre des positions des forces d'occupation marocaines

- Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Smara, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles, a indiqué lundi le ministère sahraoui de la Défense dans son communiqué militaire N781.

Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), "des unités de l'armée sahraouie ont intensifié leurs attaques contre les retranchements des soldats de l'armée d'occupa-

tion marocaine dans les régions d'El Kachwa et Sebkhet El Agriche dans le secteur de Smara.

Des unités de l'APLS avaient ciblé, samedi, les retranchements de l'armée marocaine dans le secteur de Farsia ciblant la région de Legsibine.

Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation qui "subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte", a conclu le communiqué

R. I.

ONU :

Plus de 800.000 personnes pourraient fuir les combats au Soudan

Les Nations unies ont averti, lundi, que plus de 800 000 personnes pourraient fuir le Soudan, en raison des affrontements armés entre les parties en conflit. "Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, les gouvernements et les partenaires sont préparés à la possibilité que plus de 800 000 personnes fuient le Soudan vers les pays voisins", a déclaré le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, sur Twitter, soulignant qu'il ne souhaitait pas que la situation "en arrive là".

"Si la violence ne s'arrête pas, nous verrons davantage de personnes forcées de fuir le Soudan pour assurer leur propre sécurité", a-t-il ajouté.

Vendredi, les Nations Unies ont révélé que plus de 50 000 personnes avaient fui le Soudan, dont la plupart étaient des

réfugiés d'autres pays, à la recherche d'un lieu sûr, suite à l'intensification des affrontements qui ont éclaté à la mi-avril. Ceux qui ont fui le Soudan se sont rendus en Égypte, au Tchad, en République du Soudan du Sud, en Éthiopie et en République centrafricaine.

Les affrontements ont également provoqué l'évacuation de ressortissants étrangers de toutes les régions du Soudan. Selon les données des Nations Unies, le Soudan accueillait un nombre record de réfugiés atteignant 1,3 million de personnes.

Depuis le 15 avril dernier, nombre d'États soudanais ont été témoins d'affrontements entre l'armée, dirigée par Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide, menées par Mohamed Hamdan Dagalo, dit "Hemedti".

R. I.

SOMALIE :

60 morts parmi les « Shabab » lors d'une opération sécuritaire dans le centre du pays

Les autorités somaliennes ont annoncé, ce mardi, la mort de 60 éléments du mouvement « Al-Shabab » dans le centre du pays.

"Ce matin, l'armée somalienne a tendu une embuscade à deux voitures transportant des armes et des combattants d'al-Shabab dans la ville de Caad Qaboobe dans la province de Mudug (centre)", a déclaré Mohammed Yusuf, le gouverneur de la ville de Harardhere (centre), dans une déclaration à la télévision d'État.

Le gouverneur de la ville a déclaré que "l'embuscade tendue par l'armée somalienne a fait 60 morts dans les rangs d'al-Shabab, alors que l'armée a saisi du matériel militaire et des armes qui étaient en possession des terroristes".

La ville de Caad Qaboobe, théâtre de l'opération, est située à 30 km au sud de Harardhere, dans le centre du pays.

Depuis des mois, les forces gouvernementales somaliennes, avec le concours des milices tribales, poursuivent leurs opérations militaires contre les rebelles Shabab, au cours desquelles elles ont tué des dizaines de combattants du mouvement rebelle et repris le contrôle de plusieurs régions.

La Somalie mène, depuis plusieurs années, une guerre contre le mouvement rebelle « Al-Shabab ». Créé au début de 2004, ce mouvement armé et affilié idéologiquement à Al-Qaïda, a revendiqué de nombreuses opérations terroristes qui ont fait des centaines de morts.

R.C.

Tennis : Alcaraz prend son rythme de croisière à Madrid

En l'absence de Rafael Nadal et de Novak Djokovic, Alcaraz fait figure de grand favori à Madrid, à un mois de Roland-Garros (28 mai-11 juin). Comme la N°1 mondiale Iga Swiatek dans le tableau féminin. La Polonaise de 21 ans s'est elle tranquillement qualifiée pour les huitièmes de finale en dominant l'Américaine Bernarda Pera (32e) 6-3, 6-2 en 1h15 min...

Poussif pour son entrée en lice, l'Espagnol Carlos Alcaraz, N°2 mondial et tenant du trophée, a trouvé la bonne carburation au Masters 1000 de Madrid dimanche dernier et va retrouver l'Allemand Alexander Zverev en huitièmes de finale, comme en finale il y a un an. Opposé pour son deuxième match dans la capitale espagnole au Bulgare Grigor Dimitrov (32e), écarté 6-2, 7-5, Alcaraz - qui fêtera ses vingt ans vendredi - s'est montré convaincant, au contraire du tour précédent. Deux jours plus tôt, le protégé de Juan-Carlos Ferrero avait été malmené par le Finlandais Emil Ruusuvuori (41e) qui avait mené un set à zéro et s'était procuré des balles de break dans la deuxième manche avant que «Carlitos» inverse la tendance (2-6, 6-4, 6-2). Le récent vainqueur du tournoi de Barcelone n'a pas connu pareille difficulté dimanche soir.

ADN agressif

«J'ai fait un match très complet, s'est-il félicité. J'ai très bien joué, j'avais de très bonnes sensations, j'ai bien bougé, bien frappé la balle. Et surtout je n'ai pas perdu mon ADN, qui est de jouer de manière agressive. Ce match me donne beaucoup de confiance pour la suite». Porté par son entame pied au plancher, Alcaraz a breaké d'entrée et empêché le premier set en une trentaine de minutes. Dans le second, où les deux joueurs ont fait étalage de leur toucher de balle pour gratifier le public madrilène d'une série d'échanges spectaculaires, Dimitrov a creusé l'écart le premier (4-2), mais le jeune Espagnol a répliqué aussitôt, puis breaké



une dernière fois avant de boucler la partie en une heure et demie pile, sur une amortie gagnante. «Je suis quelqu'un qui apprend de ce qu'il a mal fait, il y avait beaucoup de choses à améliorer après le premier match. Surtout, l'objectif aujourd'hui, c'était d'en profiter, de déployer mon jeu, d'attaquer, de sourire», a expliqué Alcaraz. Pour une place en quarts de finale, le lauréat de l'US Open 2022 affrontera Zverev, ex N°2 mondial aujourd'hui 16e après sa grave blessure à une cheville il y a un an, et tombeur sans ménagement dimanche du dernier Français en lice, Hugo Grenier (128e et issu des qualifications), 6-1, 6-0 en 56 minutes. Alcaraz-Zverev, il s'agit de la même affiche que celle de la finale de l'édition 2022. Le jeune phénomène d'El Palmar (dans l'est de l'Espagne) n'avait alors fait qu'une bouchée de l'Allemand, gobé en 62 minutes (6-3, 6-1).

Swiatek à l'aise

En l'absence de Rafael Nadal et de Novak Djokovic, Alcaraz fait figure de grand favori à Madrid, à un mois de Roland-Garros (28 mai-11 juin).

Comme la N°1 mondiale Iga Swiatek dans le tableau féminin. La Polonaise de 21 ans s'est elle tranquillement qualifiée pour les huitièmes de finales en dominant l'Américaine Bernarda Pera (32e) 6-3, 6-2 en 1h15 min.

Elle s'était imposée sur le même score pour son entrée en lice (contre Grabher). Jusque-là, la double championne de Roland-Garros (2020 et 2022) connaît un début de saison sur terre battue, sa surface de prédilection, idéal puisqu'elle a été titrée à stuttgart il y a une semaine, aux dépens de la N°2 mondiale Aryna Sabalenka. En six matches sur ocre en 2023, elle n'a laissé échapper qu'un set. Swiatek affrontera la Russe

Ekaterina Alexandrova (17e) pour une place en quarts de finale dans la «Caja magica». Parmi les autres joueurs en forme du moment, Andrey Rublev, sacré pour la première fois en Masters 1000 à Monte-Carlo mi-avril puis finaliste à Banja Luka, a rallié les huitièmes de finale aux dépens du japonais Yoshihito Nishioka (34e), battu 6-2, 7-5. Son compatriote Daniil Medvedev, N°3 mondial mais allergique à la terre battue, tentera d'en faire autant lundi, opposé à un autre Russe, Alexander Shevchenko (96e).

Élimination en revanche pour le jeune Danois Holger Rune (7e), vingt ans depuis samedi : l'Espagnol Alejandro Davidovich (35e) en est venu à bout à une heure du matin passée, au tie break décisif (7-6 (7/1), 5-7, 7-6 (7-5)), après plus de trois heures de duel.

R. S.

VOLLEY-BALL – JEUX PANARABES : L'EN FÉMININE BOUCLERA SA PRÉPARATION EN POLOGNE

Actuellement dans la ville polonaise Debica pour un regroupement jusqu'au 6 mai prochain, l'équipe nationale senior dames de volley-ball bouclera sa préparation en prévision des prochaines échéances, dont les Jeux panarabes prévus du 5 au 15 juillet prochain, a-t-on appris du président de l'instance fédérale, Mohamed Heus. «Il s'agit du deuxième regroupement de notre sélection féminine en Pologne. Nous avons choisi ce pays au vu de son niveau mondial, ainsi que ses traditions dans notre sport favori. Outre ces paramètres, nous avons eu également des prix attractifs notamment en matière d'hôtellerie. Il ne faut pas oublier également les infra-

structures disponibles et aussi le niveau des équipes que nos filles affronteront jusqu'au 6 du mois en cours», a-t-il expliqué. Outre les joutes arabes, nos volleyeuses préparent également le prochain Championnat arabe des nations 2023, ainsi que les qualifications pour les Jeux olympiques de Paris 2024. Des échéances auxquelles la fédération a consacré un riche programme, dont deux autres regroupements en Pologne avec l'option de prendre part à un tournoi international. «Nous allons programmer le déplacement de notre équipe entre le mois de mai et le mois d'août. Une période qui coïncidera avec la venue de plusieurs sélections d'un niveau

mondial. De ce fait, nous sommes en train de coordonner avec un manager algérien pour inscrire notre sélection dans un tournoi qui regroupera jusqu'à dix équipes. Une occasion pour nos joueuses de se frotter à des sélections habituées à jouer les meilleures compétitions de la planète, à savoir les Championnats du monde, d'Europe et les Olympiades.» Concernant un éventuel protocole d'accord avec la Fédération polonaise, M. Heus a précisé que la FAVB a signé un contrat avec le manager algérien, qui a jusqu'à présent fait montre de professionnalisme et d'engagement. «Il est animé d'un esprit de patriotisme.

R. S.

JS KABYLIE : YUCEF BOUZIDI, NOUVEL ENTRAÎNEUR

La Jeunesse Sportive de Kabylie a annoncé la nomination de Youcef Bouzidi comme nouvel entraîneur de son équipe senior, en remplacement de Miloud Hamdi, dont la mission avait pris fin samedi soir, juste après l'élimination du club en quarts de finale de la Ligue des champions, indique un communiqué du club. Bouzidi, qui

connaît très bien la maison pour y avoir déjà effectué plusieurs passages par le passé, «sera secondé dans sa tâche par l'ex-sélectionneur national des moins de 20 ans, Mohamed Lacet», précise le communiqué. Miloud Hamdi, qui a également dirigé l'USM Alger par le passé, a été remercié juste après l'élimination de la JSK en Ligue des

champions, malgré un match «retour» héroïque à Tunis, où elle a tenu en échec l'Espérance locale (1-1). C'est surtout au match «aller» à domicile que les Canaris étaient passés à côté, en s'inclinant (0-1), ce qui a fini par leur coûter la qualification en demi-finale.

R. S.

BUNDESLIGA : LA DIRECTION DES ARBITRES RECONNAÎT UNE ERREUR AUX DÉPENS DE DORTMUND

Deux supporters sont morts et quatorze autres ont été blessés dans une rixe qui s'est produite à Medellin après le classique du championnat de Colombie de football entre Independiente et l'Atlético Nacional, a annoncé la police locale. Le drame est survenu alors que les autorités colombiennes entendent durcir les peines visant les auteurs de violences dans les stades. «Malheureusement deux citoyens ont perdu la vie, attaqués à l'arme blanche et avec des objets contondants», a déclaré le colonel de police Henry Bello, dans une vidéo. Selon la même source, les deux hommes décédés étaient âgés de 25 et 34 ans et étaient supporters de l'Independiente, qui a perdu le match 3-1. La rixe a eu lieu près du stade Atanasio-Girardot de Medellin, là même où il y a quelques semaines des affrontements avaient opposé des supporters de l'Atlético Nacional à la police. Nous donnerons 200 millions (de pesos, environ 39.000 euros) de récompense à qui nous aidera à identifier et poursuivre les responsables», a écrit le maire de Medellin, Daniel Quintero.

R. S.

LE VOYAGE DE LIONEL MESSI EN ARABIE SAOUDITE FAIT PARLER, NOTAMMENT LES JOUEURS

Au lendemain de la défaite du PSG face à Lorient (1-3), Lionel Messi est parti en Arabie saoudite alors que ses coéquipiers étaient à l'entraînement, rapporte l'Equipe. Un déplacement controversé que la star a assuré ne plus pouvoir reporter. Quelques heures après la défaite face à Lorient, dimanche (1-3), le service de communication du PSG envoyait le programme d'entraînement du groupe professionnel aux journalistes. Il y était indiqué que les joueurs avaient une séance prévue lundi matin à 11 heures et une journée de repos mardi. Tout ce qu'il y a de plus banal dans la vie des suiveurs du club. Avant la rencontre, Christophe Galtier et son staff avaient expliqué aux joueurs parisiens qu'ils n'auraient le droit à deux jours de repos (lundi et mardi) qu'en cas de succès face aux Lorientais. Le planning, prévoyant un entraînement le lundi, n'a donc pas été modifié, le PSG s'étant incliné. Comme prévu, un seul jour off était accordé, notamment pour éviter les départs à l'étranger. Le staff n'avait déjà que peu goûté certaines images de joueurs donnant l'impression d'être en vacances la semaine dernière sur les quatre jours de repos accordés.

R. S.

L'UNIVERS ROMANCÉ ET DÉROUTANT DE ABDELKADER HARICHANE

LA TERRIBLE ET INSOUTENABLE «QUÊTE» DE «L'AVEUGLE»

Comme «l'Alchimiste» de Paulo Coelho, «l'Aveugle» de Abdelkader Harichane est une quête. Mais une quête terrible.

Une critique littéraire de
Fayçal Oukaci

«M on père me céda à un aveugle. Il me présenta au non-voyant par ces simples mots : «Tu pars avec oncle Ahmed. Il t'assurera gîte et nourriture. En contrepartie, tu seras ses yeux, tu lui dois respect et obéissance». J'ai vite compris que mon père, à défaut de ne pouvoir subvenir à nos besoins, m'avait renié».

C'est de la sorte que l'auteur débute son roman. Et on en est à peine à la première surprise. Car des surprises, il y en aura, tout au long de ce roman captivant.

«La guerre battait son plein ; l'OAS occupait le devant de la scène macabre. L'école avait fermé ses portes. Nous étions une charge pour les parents. Nous déambulions dans les rues étroites de notre bourg sans perspectives. Je pensais d'abord que ma mission consistait à guider oncle Ahmed à travers le bourg que je connaissais comme ma poche. Mais grande fut ma surprise quand il m'annonça notre destination.

«Oncle Ahmed me prit par le collet et me dit : «Viens, nous allons à Alger». A vrai dire, je ne faisais pas la différence entre Alger et la France. Dans mon esprit, c'était pareil ; des régions lointaines où les gens mangent du pain beurré. Je me sentis comme abandonné, trahi, dirais-je, parce que mon père ne m'avait, à aucun moment, montré son animosité, ni mis en évidence des différences entre moi et mes frères. Le choix est tombé sur moi qui était de nature soumise et obéissante. Je ne sais si mon père avait négocié son offre mais je sentis comme une déchirure qui n'allait pas se cicatriser de sitôt».

Avant d'être capté par l'intrigue

du narrateur, je le fus par le style, la mise en forme. Je fus presque heureux de me réconcilier avec le journalisme. Car j'en retrouvais un, enfin, flamboyant et altier. Un style, une forme, une audace dans l'écriture, une décence dans les mots. L'ancienne école dans toute sa splendeur.

Tournures de style, figures de rhétorique, métaphores et paraboles peuplent le roman de Harichane.

Comme il a fait honneur à la langue arabe, Harichane fait également honneur à la langue de Proust, Gide et Louis-Ferdinand Céline. Il a toujours été un des très rares journalistes à écrire avec un égal bonheur dans les deux langues. Il n'y en a pas plus de cinq à ma connaissance.

LISEZ CECI ENCORE :

«Le train était presque vide. Il me tenait tout le temps par le collet, d'une poigne ferme, comme s'il craignait que je me sauvasse». Cela fait longtemps que je n'ai lu de verbe conjugué à l'imparfait du subjonctif. En lisant, je me faisais plaisir. Je ricanais tout bas en pensant avoir, enfin, fui la laideur des experts des : «y a pas de souci», «au final», «du coup» et autres prêts-à-porter linguistiques de bas étage.

La mode (la médiocrité, pour être précis) des écrivains et parajournalistes aujourd'hui, c'est de surcharger leurs textes avec des approximations de type «du coup», des fourre-tout à la Prévert qui veulent tout dire et ne rien dire. Des textes squelettiques, une narration rachitique, un style imprécis, une écriture lourde, une faille langagière et intellectuelle qu'ils nous présentent dans chaque librairie, sur chaque plateau de télévision, une forme



d'agression qui blesse les yeux et les oreilles, qui nous a désespéré de trouver un seul livre qu'on puisse lire sans grincer des dents.

POUR TOUT CELA, IL FAUT
LIRE HARICHANE

Malgré quelques erreurs non corrigées par un éditeur certainement en manque de correcteur de français, le livre se lit d'un seul trait, tant il semble être fait d'une seule coulée.

«L'Aveugle» est aussi une autobiographie déguisée, romancée, enfouie sous des monticules de textes. Et il faut connaître l'auteur pour savoir qui est qui et qui fait quoi dans cette histoire. Je pense au début du livre, à cet réd-chef «licenciable» parce qu'il ne possède pas de parts dans l'association des propriétaires du journal. C'est l'histoire du «Grand Duc».

Le livre est également un livre de sagesse. Droit comme un juriste-consul, l'auteur égrène les sentences : «Dans la guerre, il faut choisir son camp»; «il n'y

a rien de plus tragique qu'une femme qui n'a pas honte»; «les gens ne pourront plus tricher devant l'Eternel: chacun tiendra son dossier sous le bras et attendra son tour»; «la cécité est un don de Dieu', etc.

Harichane a toujours fait honneur au métier de journaliste, car il s'agit d'un journaliste de métier par excellence, en premier lieu. Même loin de la presse écrite (je prends acte de son retrait d'ascète par suite du délabrement et de la «clochardisation» du milieu journalistique), il a continué à écrire. Dix livres, au moins. Même lors de la pandémie du coronavirus. Surtout pendant le confinement. Harichane s'endort chaque soir le clavier à portée de main. On ne sait ce qui lui vient à l'esprit et qu'il faut aussitôt noter. Du «Fis et le Pouvoir» à «l'Aveugle», le chemin a été long. Il a fait siens les difficiles choix de la vie. Et il les a assumés. Avec panache et brio. Le nez dans les étoiles et la fierté en bandoulière.

Difficile était le souhait de faire

une note de lecture sur ce livre sidérant. La critique facile devant un art difficile, voilà où ne doit pas se situer un critique littéraire.

Tout au long de 190 pages, Harichane nous tient en haleine. La quête de l'Aveugle, qui «tient en laisse» l'enfant, nous laisse perplexe. Devenu adulte, le «Guide» croit comprendre, mais il n'en fut rien. Il n'a rien compris. Et quand l'Aveugle lui fait les derniers aveux, on ne sait pas si ce sont des aveux ou -encore- des mensonges. D'ailleurs, même l'auteur s'en fiche. En apprenant l'assassinat de Hizia, il reste de marbre. Là, nous, lecteurs avertis, pourtant, on nage dans le flou artistique. Où est la réalité et où est le mensonge? Quelle est la part de la fiction et celle de la vérité dans ce roman déroutant?

Et si Harichane était tout simplement en train de nous mener en bateau?

«L'Aveugle», un roman captivant, déroutant. A lire. Absolument.

UN PIONNIER

Amar Laskri, ou le réalisme révolutionnaire du 7^e Art algérien

Il aura marqué les esprits et l'imaginaire collectif des Algériens avec son célèbre film «Patrouille à l'Est» et apporté sa contribution au cinéma algérien. Amar Laskri aura été un passionné du 7^e Art et le pionnier du réalisme révolutionnaire. Avec une vision artistique raffinée et une conception réaliste du cinéma, Amar Laskri, faisant partie de la génération des premiers cinéastes algériens, aura très vite compris la nécessité de pérenniser la Guerre de libération nationale et son héritage, mais aussi l'histoire coloniale, dans des bobines 35mm.

Militant du mouvement national depuis sa jeunesse, Amar Laskri avait participé à la grève des étudiants de 1956, à l'appel de l'Ugema (Union générale des étudiants musulmans algériens), avant de

rejoindre un an plus tard les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), dans la Wilaya II historique, puis dans la base de l'Est de la ville tunisienne de Ghardimaou. Son militantisme politique et sa participation à la lutte armée pour le recouvrement de l'indépendance, conjugués à sa passion pour le cinéma ont orienté ce témoin de premier ordre vers un réalisme révolutionnaire qu'il va exploiter dans ses œuvres.

Au lendemain du recouvrement de l'indépendance, Amar Laskri, natif de Annaba en 1942, va suivre des études de réalisation cinématographique à l'Académie du théâtre, du cinéma, de la radio et de la télévision de Belgrade (capitale de l'actuelle Serbie), d'où il sera diplômé en 1966 avant des études en sciences économiques et sciences politiques à

l'Université d'Alger. En 1971, il va marquer le cinéma algérien avec une œuvre éternelle, «Patrouille à l'Est», un film réaliste relatant une mission d'un groupe de moudjahidine et qui restitue la vie dans le maquis et les valeurs et qualités humaines des révolutionnaires.

Cette œuvre a rassemblé des comédiens comme Hassan Benzerari, Hadj Smail, Mohamed Esseghir, ou encore Nouredine Meziane, dans un film qui a marqué les esprits avec les cris d'alerte du regretté El Ayachi Hadjadj qui, perché dans les montagnes, prévenait de l'arrivée des blindés ou de l'aviation des forces coloniales.

En 1988, il revient avec «Les portes du silence», une autre œuvre réaliste et d'un profond humanisme, relatant la condition des Algériens sous le joug

colonial, avec la participation du grand Hassan El Hassani. Le réalisateur a également signé à ses débuts des courts métrages comme «L'enfer a dix ans» (1968) et «Le communiqué» en 1969. Dans sa dernière œuvre, «Fleur de Lotus», Amar Laskri va aborder deux causes liées par la légitimité, l'humanisme et l'opresseur : les causes algérienne et vietnamienne, à travers l'histoire d'une journaliste vietnamienne venue en reportage à Alger et pour y rencontrer son père algérien.

Militant dans l'âme, Amar Laskri aura également été à la tête du syndicat national des cinéastes et techniciens du cinéma dans les années 1980 avant de diriger, quinze ans plus tard, le Centre algérien pour les arts et l'industrie.

I.M./Agence

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTERE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
 DIRECTION DE L'URBANISME ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE LA
 WILAYA DE M'SILA
 N.L.S. 0998.2801.50449.06

AVIS DE DEMANDE DES OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° /2023

Conformément à l'article N° 44 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, La DUAC de la wilaya de M'sila lance un avis de demande des offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des projets suivants:

TITULÉE DE L'OPERATION : Travaux d'aménagement de l'habitat rural groupés dans les régions du sud et des hauts plateaux - Programme 2021 -

LOTS 09 travaux d'aménagement et de voirie logts ruraux groupés VILAGE AGRICOLE COMMUNE MAARIF
LOTS 19 travaux D'assainissements logts ruraux groupés CHOURFA COMMUNE OULED AADI GUBALA
LOTS 25 travaux D'assainissements logts ruraux groupés OULADDE KOUIDER COMMUNE AIN KHADRA

Les entreprises ou l'ensemble des entreprises qualifiées et inscrites peuvent retirer les cahiers de charges auprès du directeur de l'urbanisme et de l'architecture et de construction de M'sila (Service de suivi des Marchés) cite Administrative Nouvelle en face cite 600 logt.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature ; une offre technique et une offre financière et soit accompagnées des pièces suivantes :

1- Dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature (selon modèle) dûment remplie et signée.
- Une déclaration de propriété (selon modèle) dûment remplie et signée
- les statuts pour les sociétés (s'il y a lieu)
- documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, à savoir :
 - a/ Qualification des soumissionnaires certifiée de qualification et de classification professionnelle- 2 Emme degré et plus activité principal au secondaire en travaux publics (Travaux D'aménagement de voirie).
 - 2 Emme degré et plus activité principal au secondaire en Hydraulique(Travaux d'assainissements).
- b/ capacité technique référence professionnelle(attestation de bonne exécution datée et numérotée par le maître d'ouvrage concernée) contenant la nature du travaux et (le délai exécution, la date de la réception provisoire ou définitif ou(AEP) pendant les Cinq (05) dernières années.

2- Offre technique contient

- 01- Une déclaration à soucrire (selon modèle) dûment remplie et signée et cachet et datée
- 02- Tout document permet de évaluer l'offre technique (fiche technique et justificatif) (suivant le modèle accompagner et tout document concorde à application du décret 78
- 03- Le présent cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 04- Copier des attestation de l'assurance sociales (CNAS-CASNOS- CACOUBATH) valable le jour de l'ouverture
- 05- A tout les soumissionnaire il faut présente la liste du matériel affecté au projet établie par expert du matériel agréé . Etabli et délivréz mois d'une année avant l'ouverture des plis jointer par des copier recto verso du cartes grises + attestations d'assurance valable le jour de l'ouverture , autre part le matériel qui ne porte pas carte grise elle doit être présenter une liste matérielle établie par expert du matériel agréé délivré au moins d'un an au jour de l'ouverture des plis.
- 06- Il faut présent une déclaration d'affiliation (cnas) pour les cadre de délai valable le jour de l'ouverture +attestation d'affiliation au cnas + attestations de travail +cv professionnel +diplôme pour ingénieur , maître et topographe mais pour les ouvriers professionnels en les calcule le nombre qui a été déclarée au niveau de la CACOPATH de délai valable
- 07- Quant au maître d'ouvrage il doit présenter un document justifiant d'ouvrage sous sa responsabilité accompagné de la remise CANS
- 08- Et en cas de regroupement des entreprises en associer ou solidarité sociale et additionnel des document

Préalablement il faut présente un contra porte le pourcentage de chaque entreprises d'exécution et présent le certificat de qualification et classification si est possible de portée de cette membre de regroupement

- 09- Attestation de visite de chantier

3- L'offre financière contient

- La lettre de soumission (selon modèle) dûment remplie, datée, signée par le soumissionnaire
- Le bordereau des prix unitaires, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffé par le soumissionnaire ;
- Le détail quantitatif et estimatif, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffé par le soumissionnaire ;

Où ; le soumissionnaire doivent être présentés le dossier complet de copier original et en cas de manque L'UN des documents il faut convoquer le soumissionnaire pour compléter leurs offres technique dans un délai de 10 jours maximum à partir de 1er jour de la date d'ouverture sauf la fiche de justificatifs ou les documents de soumissionnaire contenant l'évaluation des offre

Et il faut justifier les documents qui appartiennent à la déclaration de candidature avant le délai maximum 10 jours avant l'avis attribution

Le dossier concernant

- Casier judiciaire Valable (copie original)
- Registre de commerce électronique (copie)
- Le numéro d'identification fiscale (NIF)
- Extraits de récépissé toutes les taxes TVA IBS TAP portant domiciliation du LETP valable moins de 03 mois
- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les dernières 02 ans (2021-2022) le cas échéant délivré par un expert-comptable agréé

Et en cas de regroupement des entreprises en associer ou solidarité sociale et additionnel des documents

préalablement il faut présente un contra porte le pourcentage de chaque entreprises d'exécution et présent le certificat de qualification et classification si est possible de portée de cette membre de regroupement

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « le dossier de candidature » « offre technique », « offre financière ».

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme portant la mention

DUAC de M'sila soumission à ne pas ouvrir
(Avis de demande des offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° /2023)
 Le Projet: Travaux d'aménagement de l'habitat rural groupée dans les régions du sud et des hauts plateaux - Programme 2021 wilaya de M'sila
 LOT N°:
 (Soumission à ne pas ouvrir)

- La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres qui est fixée à 15 jours après la date de première publication dans le BOMOP ou la presse 13.30h .
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal , la date de dépôt des offres est prorogée jusqu' au jour ouvrable suivant et l'ouverture effectuera dans le même jour à 14.00h .
- les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 03 MOIS +15 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

L'EXPRESSDZ

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...
 Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**
 E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
 Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA D'ALGER
 CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE D'HUSSEIN -DEY
 COMMUNE D'HUSSEIN -DEY

BUREAU DES MARCHES

AVIS D'INFRUCTUOSITE

DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°04 /2023

COMMUNE D'HUSSEIN DEY
 NIF : 41000200001608501016

Conformément à l'article 40 alinéa 2 du décret présidentiel N° 15/247 DU 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service publics,

le président de la commune d'Hussein dey déclare l'infructuosité d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°04 /2023 paru dans les quotidiens nationaux الحياة en langue Arabe du 26/03/ 2023et L'EXPRESS en langue française du 26/03/2023 et le BOMOP ayant pour objet :

ACQUISITION DE MATERIELS ROULANT

- LOT 01: Acquisition Bus (23+1)
- LOT 02: Acquisition Fpargon Tôle Pour Service Moyen Généraux
- LOT 03: Acquisition vehicule particulier (08+1)

Motif : aucune offre n'est réceptionnée.

VU DU ROYAUME-UNI

EST-IL INSULTANT D'APPELER LES FRANÇAIS "LES FRANÇAIS" ?

Le faux pas de la prestigieuse agence de presse américaine AP consistant à vouloir bannir l'appellation "les Français" de ses textes, de crainte qu'elle soit jugée insultante, fait réagir ce chroniqueur britannique. Par l'hilarité, naturellement. Mais aussi par l'exaspération envers la pratique exagérée du politiquement correct. La semaine dernière, l'agence de presse Associated Press (AP) a posté un message sur Twitter recommandant aux journalistes de ne pas appeler les Français "the French". Motif : la formule pourrait être déshumanisante et insultante. Une interprétation qui a soulevé une tempête de réactions. Alors, bien sûr, cela dépend du contexte. La vexation est parfois l'objectif d'une formulation. Mais, en l'occurrence, la recommandation ne concernait pas des expressions telles qu'"aussi mauvais que les Français" ou "pire que les Français". Il ne s'agissait pas non plus d'un "faites confiance à ces foutus Français", ni d'un "c'est encore bien un coup des Français" ou de l'irremplaçable "les Français feraient bien de songer à qui ils doivent leur chère liberté". Non, en l'occurrence, AP jugeait qu'il pouvait être insultant et déshumanisant de parler "des Français" dans des phrases aussi inoffensives que "rencontrer les Français en demi-finale", "Dieu merci, les Français ont mis leur veto" ou encore "Préférez-vous les Italiens ou les Français ?"

Des catégories réductrices

Notons que les Français n'étaient pas le seul groupe identifié par AP parmi les sujets délicats et facilement déconsidérés. Ils étaient mentionnés dans une liste de communautés requérant le même degré élevé de tact. On notera toutefois que la plupart des autres groupes cités suscitent un sentiment de stigmatisation que nous qualifierons de plus universel, comme "les pauvres", "les malades mentaux" ou les "diplômés d'études supérieures". On comprend mieux pourquoi les Français ont pris la mouche. Après que l'ambassade de France aux États-Unis a été rebaptisée "ambassade de la Francitude", l'agence AP a présenté ses excuses et supprimé le tweet coupable. La jeune femme de 34 ans contre-attaque et lui réclame 1 475 dollars (1 029 euros) en remboursement des frais engagés pour installer des "dispositifs de sécurité à son domicile". La suite au prochain épisode.

GAZODUC FORCE DE SIBÉRIE 2 :

Accord «conclu» entre la Chine et la Russie

Vladimir Poutine et Xi Jinping sont parvenus mardi à un accord sur le gigantesque projet de Moscou annonce la construction d'un nouveau gazoduc Force de Sibérie 2 vers la Chine, symbole de la volonté de Moscou de réorienter son économie vers l'Asie face aux sanctions internationales. «Tous les accords ont été conclus» pour la mise en œuvre du projet Force de Sibérie 2, s'est félicité Vladimir Poutine, sous les ors du Kremlin, à l'issue de discussions entre les délégations russe et chinoise.

«À la mise en service», a-t-il dit, «50 milliards de mètres cubes de gaz» transiteront via ce gazoduc de 2 600 kilomètres de long qui reliera la Sibérie au Xinjiang chinois (nord-ouest), via les steppes de Mongolie. Le dirigeant russe n'a toutefois pas donné de précisions sur le calendrier du projet, qui doit compléter un gazoduc déjà existant, Force de Sibérie, qui part lui de l'Extrême-Orient russe. Cette annonce va permettre à la Russie d'augmenter sensiblement ses livraisons de gaz vers la Chine, au moment où son économie doit se détourner du marché européen depuis les sanctions ayant suivi l'attaque en Ukraine. Les quantités attendues de livraisons à terme représentent quasiment autant que Nord Stream 1 (55 milliards de mètres cubes) avant son arrêt à la suite de sabotages en septembre 2022. Objectif «d'ici 2030»: livrer au total à son allié chinois au moins 98 milliards de mètres cubes de gaz et 100 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL), a promis le

dirigeant russe. Vladimir Poutine a assuré à son homologue Xi Jinping que la Russie était capable d'approvisionner «la demande croissante de la Chine en énergie», alors que les hydrocarbures russes sont sanctionnés en Occident. Dans leur déclaration commune finale, les deux présidents ont souligné leur volonté «de poursuivre un partenariat encore plus étroit dans le secteur de l'énergie».

LIVRAISONS DE GAZ RECORD LUNDI

Le géant étatique russe Gazprom a, lui, annoncé mardi avoir battu la veille son record pour les livraisons journalières via le gazoduc Force de Sibérie, qui relie actuellement des champs gaziers en Extrême-Orient russe au nord-est de la Chine. «Gazprom a (...) établi lundi un nouveau record historique d'approvisionnement quotidien en gaz vers la Chine», a indiqué Gazprom dans un communiqué, sans donner de chiffres précis. Une source au sein du groupe a signalé à l'AFP que «les volumes quotidiens

livrés à la Chine relevaient «d'informations commerciales» et ne seront pas dévoilés. L'an passé, les livraisons de gaz via Force de Sibérie à destination de la Chine ont atteint un maximum historique, à hauteur de 15,5 milliards de mètres cubes. D'ici à 2025, Moscou entend multiplier par 2,5 ses exportations par cette infrastructure, à 38 milliards de mètres cubes chaque année. Bien conscient du potentiel de ce gazoduc, Vladimir Poutine l'avait qualifié dimanche dans un article d'«affaire du siècle».

«PRIORITÉ» À L'ÉCONOMIE

Obligé de trouver de nouveaux marchés porteurs, le président russe ne cache pas son souhait de faire de la Chine son principal partenaire économique, au risque, selon certains observateurs, de devenir un vassal de Pékin. «La coopération commerciale et économique est une priorité dans les relations entre la Russie et la Chine», a déclaré M. Poutine, disant s'attendre en 2023 à des échanges commerciaux qui «dépasseront le seuil» des 200 milliards

de dollars, ce qui constituerait un nouveau record après celui de 2022 (185 milliards). Il s'est aussi dit «prêt à créer un organe de travail conjoint pour le développement de la route maritime du Nord», l'une des voies dans les eaux gelées de l'Arctique, désormais plus facilement navigable du fait de la fonte des glaces. Moscou espère que cette route va permettre à terme d'augmenter le transport d'hydrocarbures vers l'Asie, notamment ceux produits dans l'Arctique russe, en reliant les océans Atlantique, Pacifique et Arctique. Vladimir Poutine a également souligné l'importance de développer les infrastructures ferroviaires entre la Russie et la Chine, celles existantes étant saturées selon des experts. Il s'est aussi dit en faveur de «l'utilisation du yuan chinois dans les règlements entre la Russie et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine», un autre moyen d'accélérer la dédollarisation de son économie et le pivot de la Russie vers l'Asie.

Par Le Figaro avec AFP

Economie mondiale : les Brics sont-ils vraiment devenus plus puissants économiquement que le G7 ?

«Aujourd'hui, en dollars courants, le G7 représente 43,7% du PIB mondial et les Brics 26%. Mais à la fin des années 1990, le G7 représentait 75% du PIB mondial», détaille Sylvie Matelly. Plusieurs médias affirment que dorénavant, le groupe rassemblant Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud pèse davantage dans l'économie mondiale que les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le

Royaume-Uni, l'Italie et la France réunis. Un nouvel ordre mondial serait-il advenu ? C'est en tout cas ce que laisserait penser le discours d'investiture, mi-avril, de Dilma Rousseff à la présidence de la Nouvelle Banque de Développement, une institution financière internationale aussi appelée Banque des Brics. «En termes de parité de pouvoir d'achat, on estime que les économies des Brics

sont collectivement plus grandes que l'économie globale des pays du G7», a déclaré l'ancienne présidente du Brésil, le 13 avril à Shanghai. Une manière d'affirmer un renversement du rapport de force économique, pourtant établi depuis des décennies, entre le Groupe des Sept et celui des Brics. Le premier rassemble les pays qui étaient considérés en 1975 comme étant les plus grandes

puissances économiques mondiales, soit les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada, l'Italie et la France. Le second réunit le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, cinq États qui revendiquent ensemble un poids économique et politique devenu de plus en plus pesant sur la scène internationale.

Par Le Figaro/
Charles Plantade

CET ÉTRANGE INTÉRÊT RABBINIQUE JUIF POUR UN AGRUME PEU PRISÉ

Le cédrat calabrais crée un pèlerinage en Italie

Près de Santa Maria del Cedro, dans le sud de l'Italie, pousse une variété unique au monde de cet agrume, le Diamante. Méconnu en France, ce fruit est utilisé dans le rituel des festivités juives de Soukkot. Voilà pourquoi, à la fin de l'été, des religieux viennent de loin pour acheter le précieux sésame.

Orlando lo Frano, producteur local, trouve ces clients atypiques quelque peu pointilleux. «Ils passent des heures agenouillés à tâter les produits, soupire l'homme auprès du reporter d'Il Venerdì. Et ce même si on ne leur propose que des fruits susceptibles de satisfaire leur idéal religieux.»

Les clients en question sont des rabbins. Et les fruits qu'ils examinent avec tant d'attention, des cédrats. Ou plutôt des cédrats Diamante, une variété exceptionnelle de cette espèce de citron qui n'est cultivée que dans une zone de la Calabre située entre les villes de Santa Maria del Cedro et de Diamante.

L'essentiel de la récolte sert d'ingrédient à la cedrata, une boisson d'apéritif très célèbre dans la péninsule,

mais ce n'est pas pour produire ce breuvage que les rabbins se sont rendus dans ce coin reculé du sud de l'Italie. Pour ces religieux, les cédrats ont une tout autre importance.

«LA FIERTÉ DES AUTELS DU MONDE ENTIER»

Ce sont, en effet, des «objets» essentiels dans le cadre des rituels religieux de la fête juive de Soukkot (célébrée chaque année en septembre ou octobre), pour laquelle quatre espèces végétales sont requises, la palme de dattier, la branche de myrte, la branche de saule et, justement, le cédrat. Mais pas n'importe lequel. Certaines variétés de cet agrume sont en effet plus prisées que d'autres, et à en croire l'hebdomadaire italien, la plus précieuse de toutes serait celle produite en Calabre :

«Les meilleurs cédrats pour le Soukkot doivent être lisses, peser entre 80 et 250 grammes, et ne présenter aucune imperfection chromatique. Ils doivent ressembler à un muscle cardiaque, mais ils doivent aussi avoir

quelque chose de géométrique, comme un prisme cartésien.»

C'est là la description exacte des cédrats Diamante qui, grâce à leur esthétique religieusement parfaite, «font la fierté des autels de Soukkot du monde entier», s'amuse le média italien.

Mais voilà, la fierté a un prix, puisque ce fruit, d'habitude très économique, peut coûter de 50 à 80 euros pour les rabbins. Une somme que beaucoup de religieux sont prêts à déboursier.

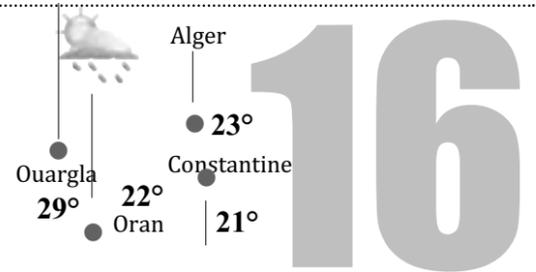
La preuve, à la fin de l'été, «on les voit converger en masse en avion depuis Jérusalem, le Canada, l'Afrique du Sud, l'est de l'Europe ou l'Amérique du Sud pour acheter les meilleurs cédrats».

Ironiquement, selon certaines interprétations religieuses minoritaires, le cédrat aurait pourtant été en réalité «le véritable fruit défendu du jardin d'Éden», conclut, suspicieux, Il Venerdì. Une excellente nouvelle pour tous les amateurs de pommes.

Courrier international

MILA : LE DIRECTEUR DES SERVICES AGRICOLES LIMOGÉ

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a décidé de mettre fin aux fonctions du directeur des services agricoles de la wilaya de Mila. Selon un communiqué du ministère, cette décision est motivée par « l'incapacité du directeur à gérer les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les éleveurs et les producteurs de lait de cette wilaya ». « Suite aux refus des responsables de laiteries privées de la wilaya de Mila de réceptionner la production locale de lait cru, le ministère de l'Agriculture a décidé de transférer la production de lait cru de la wilaya de Mila vers la laiterie Giplait-Numidia de Constantine en coordination avec le wali », y est-il indiqué.



FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:00	12:45	16:30	19:31	21:03

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 3 MAI 2023 // N°549 // PRIX 20 DA

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Les soldats du feu en ordre de bataille

La Protection civile semble avoir corrigé les insuffisances relevées dans son système de prévision des incendies de forêt, mettant au point des mesures appropriées destinées à prévenir et à lutter contre les feux de forêt. En fait, la Protection civile n'est pas seule dans la lutte contre les feux de forêt. Elle est épaulée par diverses organisations...



La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a élaboré une stratégie proactive de lutte contre les feux de forêt, prévoyant la mobilisation de 65 colonnes mobiles et plus de 500 unités opérationnelles d'intervention. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de l'information à la DGPC, le capitaine Nassim Bernaoui, en parle, en en définissant les contours. Bernaoui a

ainsi expliqué que cette stratégie repose essentiellement sur les colonnes mobiles avec une moyenne d'une colonne pour chaque wilaya et de deux à trois colonnes pour les wilayas à forte densité forestière, outre la réquisition de tous les moyens humains et matériels au niveau des unités principales et secondaires. Il a également évoqué le rôle de l'unité aérienne de la Protection civile qui permet d'intervenir dans les zones inaccessibles et de sécuriser les citoyens et leurs biens le plus rapidement possible. S'y ajoutent le soutien apporté par l'Armée nationale populaire (ANP) dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt et les moyens mobilisés par les autres secteurs. La Protection civile semble avoir corrigé les insuffisances relevées dans son système de prévision des incendies de forêt, mettant au point des mesures appro-

priées destinées à prévenir et à lutter contre les feux de forêt. En fait, la Protection civile n'est pas seule dans la lutte contre les feux de forêt. Elle est épaulée par diverses organisations relevant d'autres secteurs dans le cadre d'un dispositif opérationnel de mobilisation générale et d'alerte maximale de lutte contre les incendies de forêt, un mécanisme plus global. Hier, le ministre de l'Agriculture, M. Abdelhafid Henni, a supervisé, à Alger, l'installation

officielle de la Commission nationale de la protection des forêts, la CNPF. La commission regroupe les représentants de trois départements ministériels et de onze établissements publics. Elle dispose de moyens humains et logistiques de lutte prévus par le dispositif d'intervention mis en place chaque année à l'approche de l'été. «La commission interviendra dès le départ d'un incendie de forêt et mobilisera les équipes et les moyens qu'elle jugera nécessaires pour maîtriser le feu avant sa propagation », a assuré M. Henni. Le ministre a annoncé la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de prévention et de lutte contre les feux de forêt, reposant sur le principe d'amélioration du dispositif opérationnel. Cette stratégie comprend trois axes liés à l'amélioration de l'identification du danger des feux de forêt, la réduction de leur nombre et l'augmentation de l'efficacité de l'intervention initiale.

Youcef Salami

COMMISSION DE L'APN BENTALEB PRÉSENTE LE PROJET DE LOI VISANT L'AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a présenté hier devant les membres de la commission santé, affaires sociales et formation professionnelle de l'APN, le projet de loi modifiant et complétant les dispositions de deux articles de la loi relative à la retraite, et consacrant l'augmentation du seuil minimum du montant annuel de la pension de retraite de 75% à 100% du montant annuel du salaire national minimum garanti (SNMG). Examiné lors de la réunion du Gouvernement du 15 mars dernier, l'avant-projet de loi modifiant et complétant les dispositions des articles 16 et 47 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, « intervient » conformément aux instructions du Président de la République données lors de la réunion du Conseil des ministres du 25 décembre 2022, visant l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités, a tenu à rappeler le ministre du Travail.

R.N.

SENSIBILISATION AUX DANGERS DE LA TOXICOMANIE LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ À L'ÉPREUVE DU TERRAIN

Durant une semaine, des portes ouvertes sont organisées dans les centres thérapeutiques sur l'ensemble du territoire national. Cette campagne, qui a commencé le 30 avril dernier et prendra fin le 6 mai prochain, s'adresse à toutes les catégories sociales, notamment les jeunes et les parents. Le Dr Lilia Anteur, médecin addictologue à la sous-direction de la promotion de la santé mentale au ministère de la Santé, affirme, à ce sujet, que «toutes les structures de soins qui prennent en charge les addictions sont mobilisées pour effectuer des sorties sur le terrain en milieu scolaire et universitaire afin de délivrer un message de prévention sur les dangers et les conséquences de la consommation de drogues.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : «L'ÉTAT MISE SUR L'AGRICULTURE SAHARIENNE»

Le ministre de l'Agriculture et

du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a souligné, lundi à El Oued, que «l'Etat mise sur le développement de l'agronomie saharienne dans le Sud pour la réalisation de la sécurité alimentaire». «L'Etat mise, pour atteindre la sécurité alimentaire, sur le développement de l'agronomie

saharienne dans les régions du sud du pays aux importantes potentialités contribuant à satisfaire les besoins du marché national en fruits et légumes», a affirmé le ministre lors de l'inspection d'un entrepôt de céréales et légumes secs de la commune de Trifaoui.

R. N.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : LANCEMENT DE SIX NOUVELLES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a lancé, hier, six plateformes numériques et une application téléchargeable sur Smartphone. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, le lancement, jusqu'à présent, de 35 plateformes permettra à ce secteur d'amorcer, progressivement, une révolution et de s'ériger en locomotive en termes de transition numérique. Il s'agit d'abord d'un «guichet électronique» destiné à pas moins de 250.000 employés et usagers relevant du secteur de l'Enseignement supérieur. «Il leur permet d'avoir tous leurs documents administratifs en rapport avec leur carrière professionnelle», précise Bad-

dari. Concernant la deuxième plateforme, elle est dédiée à «l'authentification électronique» des certificats et attestations de tous les diplômés du secteur de l'Enseignement supérieur depuis l'indépendance à ce jour. «Ces plateformes permettent à l'employé de vivre la technologie numérique, ce qui constitue une révolution dans le secteur», appuie-t-il. Le ministre tient à préciser que cette plateforme, censée constituer une base de données, sera mise aussi à la disposition du ministère des Affaires étrangères pour faciliter la certification à tous les demandeurs. De même que l'administration du MESRS, qui adopte une philosophie basée sur le facteur temps, avance à pas de géant

dans le cadre de sa politique de zéro papier, en lançant la plateforme dite «Parapheur électronique». «Il s'agit d'une signature électronique qui vise à économiser du papier», explique le ministre. L'autre plateforme sera dédiée aux publications scientifiques en médecine, alors que la cinquième va permettre la gestion des incubateurs créés au sein des établissements universitaires, dont le nombre à l'échelle nationale passe de 30 à 84. Ainsi, les chercheurs en sciences médicales et les hospitalo-universitaires peuvent désormais publier leurs thèses de doctorat, articles et publications scientifiques sur cet espace, qui constitue une bibliothèque numérique.

Y. B.